

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 21 -- 17 avril 2003

>gazettegb@yahoo.fr<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

UNE NOUVELLE ÈRE DE LUTTE COMMENCE

AVENTURES IMPÉRIALISTES SUR LES BORDS DU TIGRE

**LE VOL NOIR DES PRÉDATEURS AMÉRICAINS AU DESSUS DES PUIITS DE
PÉTROLE**

VICTOIRE DES MAUVIETTES

**THUREAU EN IRAK
ENTRÉE DES COLONNES INFERNALES
A BAGHDAD**

LES RICAINS CASSENT DU BOUGNOULE

ET ORGANISENT LE PILLAGE DES VILLES IRAKIENNES.

**HÉROÏQUE RÉSISTANCE DES BA'ASISTES
ÉNORMES MASSACRE DE CIVILS
RUMSFELD NOUVEAU FÜHRER
INVASIONS COLONIALES : LE RETOUR**

LES AMÉRICAINS DEHORS

**ILS N'ONT PAS LEVÉ LE PETIT DOIGT
LES ARABES SONT-ILS DES CHIENS FILS DE CHIENS ?
RIEN SOUS LA DJALLABA ?**

UNE BANDE DE LÂCHES QUI SIROTENT DANS LES CAFÉS

LA GUERRE EST FINIE LES EMMERDEMENTS COMMENCENT

Ce numéro de la *Gazette* a été réalisé avec la collaboration, volontaire ou involontaire, de Yair Sheleg, Lorraine Rossignol, Geoffrey Heard, Silvia Cattori, Françoise Chipaux, Hisham Dawod, Ramzaj, Liam McDougall, Wayne Madsen, Jonathan Morse, Michel Dakar, Michel Collon, Joseph Millis, et beaucoup d'autres...

Il y a vingt ans, notre ami Israël Shahak disait:

We see ... how much the mainstream of American so-called human rights activism has been corrupted when the question is one of Jewish racism.. To this day (1983). you will not find very many organizations in the US that will utter a word of protest against this atrocity (destruction of homes which harbour alleged terrorists), and I mean not even those organizations which from time to time say a word or two about "solving the Palestinian problem". ("Is Israel on the Road to Nazism?", *Freedomways*, vol. 23, no. 3, 1983, p.158-9.)

«Mr Blair, it seems, wants free speech in Baghdad, but not in the British parliament. He wants to use his systems of regime control - the whips, the emasculated national executive committee and the party conference (now dragooned more carefully than a Ceausescu mass wedding) - to ensure that only "licensed" and low-key opposition is heard.» **George Galloway**, député du Labour, *The Guardian*, 7 avril 2003.

The Pentagon plans to offer rewards for tips that lead to their capture [Iraki leadership]. A Pentagon press officer said bounties would be in the same range as in Afghanistan, from thousands to millions of dollars. He said he did not know how much the United States would pay for Saddam. Osama bin Laden has a \$25 million price on his head. *The Mercury News*, 10 avril.

"The spin doctors in Downing street boasted that it would be a six-day war, an allusion to the apparent triumph over the Arab armies in 1967. He is ignorant of the fact that when the six-day war ended, the 35-year war between the Arabs and Israel began." **George Galloway**.

Furthermore, about 50 per cent of the [US] population now believes that Iraq was responsible for the attack on the World Trade Centre. This has happened since September 2002. In fact, after the September 11 attack, the figure was about 3 per cent. Government-media propaganda has managed to raise that to about 50 per cent. Now if people genuinely believe that Iraq has carried out major terrorist attacks against the United States and is planning to do so again, well, in that case people will support the war. **Noam Chomsky**. Interview, 2 avril 2003.

Contenu

Edito

- 1/ La Palestine martyrisée par les sauvages
- 2/ Guantanamo ou le déni du droit
- 3/ L'Irak des marais
- 4/ Le piège afghan
- 5/ Les Mystères de New York
- 6 / Le ROW (Rest of the World)

édito

I Balkaniser le Proche-Orient

Les colonnes infernales sont entrées à Baghdad. Belle victoire de l'armée la plus puissante du monde sur un pays qu'elle étrangle depuis douze ans, après l'avoir bombardé à mort pendant un mois et demi, en 1991. Douze ans d'embargo ont assuré ce facteur déterminant, souligné par les analystes russes: les forces irakiennes étaient équipées de matériels militaires qui avaient **deux générations** de différence avec le matériel américain. Par conséquent, le résultat était inéluctable. Malgré le bafouillage tactique, la nullité du commandement, le sable qui vole, et une logistique toujours à la limite de la rupture, il n'a pas été impossible de remonter l'autoroute Bouygues de Bassorah à Baghdad. Ceux qui considèrent cela comme un exploit sont à plaindre. Rumsfeld tend de plus en plus à faire figure d'Adolf Hitler face à un Bush qui n'a pas plus de consistance que le vieux Hindenburg. Quand il s'est agi de patrouiller dans les villes, comme à Bassorah, les chefs américains ont préféré laisser le travail aux Britanniques en disant qu'ils savaient mieux faire. Ils patrouillent dans les rues de l'Ulster depuis trente ans et ont connu quelques coups fourrés. Dans l'histoire de la répression coloniale, il faut se souvenir que les Anglais ont en effet une grande avance et une large antériorité. L'Ecosse, l'Irlande en témoignent.

La progression des colonnes infernales dans les banlieues de Baghdad s'est faite de manière simple. Les blindés tiraient sans interruption sur tout ce qui bougeait. Parallèlement, à droite comme à gauche de l'axe de pénétration, les hélicoptères démolissaient tout. Pour un passage qui dure une heure ou deux, on relève plusieurs milliers de morts et de blessés. On comprend que la résistance n'ait pas duré, malgré le courage et le sacrifice de tant de milliers d'Irakiens défendant leur pays, plus que le régime.

Quelques images habilement truquées ont fait croire à une liesse populaire. Certes, beaucoup d'Irakiens sont soulagés par la chute de la dictature. Mais confondre ce sentiment avec une acceptation bienveillante de la présence des aliens montés sur blindés serait une grave erreur d'appréciation. Les Irakiens, divisés par leur passé politique et leurs appartenances de tribus, de confessions, et d'autres, sont néanmoins très unis dans le sentiment national.

Ils n'auront de cesse que de voir partir les Américains. Mais les Américains ne partiront pas. Ils sont là pour rester. Tout va se jouer là.

Les Européens veulent un rôle pour l'ONU. Mais il est incontestable que l'ONU n'est pas capable de gérer un pays. Les précédents du Cambodge, de la Yougoslavie et d'autres situations de crise montrent que les Casques bleus ne servent à rien, que les administrateurs grassement payés sont des spécialistes du sur-place, et que ce monstre extraordinairement coûteux n'est à l'aise que quand tous les problèmes sont déjà réglés. Ils n'ont vraiment réussi que dans le cas du minuscule Timor Leste et ce sont les Australiens qui ont tout fait.

L'idée que les Américains vont administrer l'Iraq est une des plus belles inventions comiques de notre temps. Déjà les conflits internes entre les différentes branches de l'exécutif américain font rage. Ensuite, la bureaucratie américaine est aussi un monstre d'incompétence et de vénalité. Les Irakiens sont des gens beaucoup plus vifs d'esprit et bien mieux éduqués que les Amères Loques. L'aspiration à voir les occupants débarrasser le plancher va faire du gouvernement américain de l'Iraq une chose très amusante à voir.

Mais on peut douter du désir réel de Washington de gouverner l'Iraq. Dirigée comme elle est par le groupe des néo-cons ultra-sionistes, on peut penser que la politique américaine va se conformer à la vision sioniste de l'avenir de la région, une balkanisation aussi poussée que possible, pour créer toutes sortes de micro-Etats qui se feront la guerre, au plus grand profit des Israéliens, ainsi débarrassés de toute opposition arabe organisée. Déjà, le plan américain, prévoit d'instaurer trois régions en Iraq, modelées sur les anciennes provinces ottomanes: un nord montagneux peuplé de Kurdes, la partie centrale, ancienne Assyrie, à majorité sunnite, avec les tribus importantes, et un sud shi'ite, l'ancienne Sumer, qui a toujours été brimé politiquement. (Voir "George Bush et Tony Blair dessinent l'Irak de l'après-guerre", *Le Monde*, 9 avril 2003, rendant compte de la conférence de Belfast.)

Les Ottomans ne considéraient pas l'Iraq comme un tout et avaient la poigne de fer. Les Anglais et après eux Saddam Hussein gouvernaient au centre, appuyés sur la minorité sunnite. Toute autre solution, fédérale, "démocratique", ou autre, fera éclater le pays. Arabe et musulman, héritier de la splendeur et de la centralité abbasside, l'Iraq peut survivre si les apprentis-sorciers ne cassent pas les équilibres qui le fondent. Il est temps, comme toujours,

de relire Jacques Berque.

Dans la perspective tracée depuis très longtemps par les stratèges sionistes, on peut penser que les Américains vont laisser aller l'Iraq à la dérive et susciter ou favoriser les forces centrifuges. Déjà, on le voit bien avec les Kurdes. Les pillages qui interviennent partout ne sont pas tous spontanés. Ceux du centre culturel français et de l'ambassade allemande sont évidemment signés des services américains. Ce plan sioniste convient parfaitement aux hommes d'affaires américains qui gèrent la machine militaro-politique puisqu'elle leur permet de concentrer leur attention sur les zones pétrolifères. Il ne faut pas oublier qu'ils viennent de mettre la main sur des réserves supérieures à celle dont ils disposent en Amérique du Nord. Et il y a sans doute des réserves à découvrir encore en Iraq, où l'on a peu prospecté depuis 1990.

On voit, par l'exemple de l'Afghanistan, que l'Amérique est absolument incapable de tenir ses promesses. Elle ne sait guère que bombarder. Bientôt ils seront encerclés sur leurs bases. En Iraq, les choses prendront forcément le même cours. L'hostilité ne baissera pas et dans tous les cas les occupants ne pourront même pas fournir ce que donnait le régime de Saddam.

Et au fait, où est-il celui-là ? Doit-on le rayer de l'équation ? Il ne se passera pas six mois que tout le monde le regrettera, en Iraq.

II Questions

Cette seconde guerre du Golfe s'achève par un dénouement inattendu, un petit miracle dont nous ne voyons pas le *deus ex machina*. En effet, les dix-huit premiers jours de la guerre ont vu se dérouler un scénario simple et constant: les forces de la coalition sont arrivées, péniblement, à 80 km de Bagdad, sans avoir pu prendre une seule agglomération importante. Même la petite ville de Umm al Qasr continuait à résister. Nassirya, Bassorah, Najaf et Kerbela résistaient fortement. Là, des groupes mélangés de militaires et de miliciens, équipés d'armes très nettement inférieures en portée et en efficacité à celle des coalisés, leur infligeaient néanmoins des pertes lourdes. Des journalistes sur le terrain ont dit, en privé, que les coalisés avaient eu des pertes qui se chiffraient en centaines de morts, nettement supérieures à celles qui ont été reconnues par le petit syndicat des menteurs officiels de Doha. C'est aussi l'estimation fournie par les analystes anciens du GRU soviétique. Ces professionnels du renseignement ont bénéficié, rappelons-le, de puissants moyens d'écoute installés dans l'ambassade russe à Bagdad, sans compter les satellites. Beaucoup d'hélicoptères et de blindés lourds manquent à l'appel.

On a donc une armée, principalement composée d'une division d'infanterie (la 3e) et d'un conglomerat de Marines, qui mettent 18 jours à parcourir 300 à 400 kilomètres, bien qu'aucune armée ne manoeuvre contre eux dans le désert. Les premiers jours passés sur les pistes ont été terribles pour le matériel lourd, conçu pour les steppes d'Europe centrale, mais non pour le désert et le sirocco. La progression se fait ensuite sur des **routes** et les coups de main se multiplient.

On arrive vers la fin de ces dix-huit jours avec une armée épuisée, dont la logistique est défaillante (les soldats n'ont pas à manger, n'ont pas de tabac, etc.). Le niveau des munitions sur les porte avions est alarmant. Il ne reste que quelques jours de campagne. Les analystes commencent avec effroi à envisager l'échec de la campagne. La mine des politiciens de Washington et Londres s'allonge énormément. Les bombardements ont frappé des immeubles de l'armée et de l'administration qui sont vides. Les activités, les centres de décisions sont dispersés dans la nature. Un gros effort de déconcentration donne sur place une grande -- et inhabituelle -- capacité de décision aux échelons locaux.

Vers le 7-8 avril, on perçoit une pause des activités de l'armée d'invasion. Elle semble en avoir besoin, être au bout du rouleau. Il faut attendre les renforts. La quatrième d'infanterie commence à peine à sortir ses blindés des 35 cargos qui font la queue dans le port de Koweït City. Il faut bien dix à quinze jours pour qu'elle se mette en ordre de marche, trois semaines ou un mois pour qu'elle se mette en position d'attaque. Les divisions de la Garde républicaine n'ont pas été détruites par les bombardements de l'US Air Force qui ne sont pas très intensifs. On a donc toutes les données d'une bataille de Bagdad, dont les observateurs disent qu'elle va être dure, coûteuse, même si l'issue ne fait pas de doute si l'on prend en compte le simple déséquilibre des forces brutes. Mais les Américains ont-ils les moyens financiers et politiques d'une guerre longue et coûteuse ? Est-ce que Wall Street accepterait un tel camouflet sans réagir ?

C'est là que le miracle intervient. Une petite nuit de bombardement et soudain les blindés entrent en ville, sans opposition, ou presque. Pendant cette pause, la haute direction du pays, de l'armée et du parti Ba'ath s'évanouit d'un seul coup. Saddam, mais aussi sa famille,

son gouvernement, les hiérarques militaires, les membres du Conseil du commandement révolutionnaire du Ba'ath, tout le monde disparaît en même temps, sans laisser de trace. En anglais on dit: *spirit away*. Un vrai tour de magie. Un coup ils sont là, un coup ils ne sont plus là. C'est Guignol. Dix jours plus tard, à l'heure où s'écrivent ces lignes, le mystère reste entier et apparemment impénétrable. Personne ne peut dire ce qui s'est passé. *Le Monde* du 11 avril mentionne cette situation sous un titre qui parle de lui-même: "Saddam Hussein et ses proches ont disparu dans un flot de rumeurs". Ces rumeurs ont bruissé partout. *Al Jazira* a dit que les Russes étaient responsables et qu'ils avaient emmené Saddam. Nabih Berri, à Beyrouth, a dit la même chose. Le Mossad, sous la plume de Gordon Thomas, veut nous faire croire que Saddam a lavé la teinture de ses cheveux, endossé la robe des bédouin et chemine vers les montagnes iraniennes. Certains penchent vers la Turquie. Rumsfeld pointe le doigt vers Damas. Rumeurs.

Nous ne sommes pas en mesure de les vérifier. Mais on peut au moins dire deux choses: cette disparition, qui implique les familles de ces dirigeants, porte sur plusieurs centaines de personnes. Un petit millier peut-être. Les Américains, avec leurs moyens de surveillance, auraient remarqué, s'il avait eu lieu par la route, un mouvement d'un millier de personnes quittant Bagdad sans leur aveu. En second lieu, l'évacuation de l'ambassade de Russie est hautement anormale. Les Russes avaient décidé de rester. Et ils décident tout d'un coup, sans raison apparente, de filer comme des lapins, tout en prévenant les Américains qui essaient de les attraper. Encore un joli coup fourré. On dit à Moscou qu'ils évacuaient des archives sensibles appartenant au régime ba'athiste. Cette histoire n'est pas claire.

Mais le fondement des rumeurs est l'idée qu'il y a eu une sorte d'arrangement entre Saddam et les Américains. En effet, la disparition des échelons supérieurs du commandement a provoqué, en quelques heures, la dissolution des capacités de résistance. Les soldats, les Gardes républicains et les miliciens sont rentrés chez eux. Seuls sont restés à leurs postes les pauvres types qui n'ont pas été prévenus et les étrangers de ces nouvelles Brigades internationales qui se sont spontanément rendus à Bagdad pour lutter contre l'impérialisme et la domination des incroyants.

Une chose paraît évidente: les troupes américaines n'étaient pas en mesure de prendre Bagdad, sans l'arrivée de gros renfort. La stratégie imposée par Rumsfeld à un état-major américain très réticent était un échec patent. L'opposition publique à la guerre allait prendre un élan nouveau.

Alors quel est le *deus ex machina* qui a sauvé les Américains du bourbier, d'ailleurs prévisible, dans lequel ils se sont jetés comme les arrogants primates qu'ils sont ? Un chantage nucléaire ? L'oblitération de Bagdad par une bombe ultime ? Il faut se souvenir que la guerre du Kippour, en 1973, s'est arrêtée précisément à cause du chantage nucléaire israélien, avec la menace de faire sauter le haut-barrage d'Assouan. Cet élément déterminant n'est devenu de notoriété publique que plusieurs années après.

Est-ce que le brav'général Sharon, voyant ses alliés patauger comme des nuls, sachant, lui, qu'il aurait fait autrement, qu'il serait déjà dans Bagdad en train de fumer les Havane de Saddam, n'a pas eu peur, lui aussi d'une défaite américaine, dont les conséquences auraient été, sinon incalculables pour les Etats-Unis, mais certainement énormes pour la "sécurité" de l'Etat juif, n'aurait-il pas pris l'initiative de menacer directement les Irakiens de ses bombes à lui, Sharon, dont il a un stock considérable, 4 à 500 ogives nucléaires et thermonucléaires ? Rappelons-nous que cette menace avait été émise, déjà, dans les mois de préparation de la guerre. Les plus hautes autorités de l'Etat juif avaient laissé entendre qu'en cas d'attaque irakienne, elles se réservaient le droit de faire usage des armes les plus terribles, sans trop de précisions, comme d'"habitude. Mais enfin la menace était là. Les Israéliens ont toujours dit que la crédibilité de leur arsenal, non soumis aux traités de prolifération parce que les US ferment les yeux depuis toujours, était dans le fait qu'ils étaient "imprévisibles", "incontrôlables", qu'ils jouent le rôle du "maverick", du fou versatile et dangereux. Il est certain qu'Israël ne demanderait pas aux Américains la permission de faire leur chantage nucléaire.

Hypothétique ? Certainement. Mais remarquons que personne ne nous a pour l'instant fourni une explication au retrait soudain de la direction du régime Saddam, ni de sa disparition complète. C'est un fait. Il n'y a pas eu de bataille de Bagdad et personne ne sait ce qu'en aurait été le résultat. Ce ne sont pas les exploits de Tommy Franks qui expliqueraient non plus les événements. Rommel n'en aurait pas voulu comme sergent-chef. Ces gens ne sont pas des soldats. Demandez aux Anglais ce qu'ils en pensent ! Alors d'où vient le miracle ? Quelle est l'explication ? Est-ce que toute cette tourbe de journalistes pourrait enfin se mettre au travail pour expliquer ce qu'elle a constaté sans le comprendre ? Est-ce trop demander ?

17 avril 2003.

1/ La Palestine martyrisée par les sauvages

Silence, on tue !

C'est un bulldozer qui, le 16 mars à Rafah, dans la bande de Gaza, a assassiné Rachel Corrie. Elle avait 23 ans. Son crime: celui d'avoir pensé pouvoir faire respecter le droit venant des Etats-Unis, participant à des missions civiles pour la protection du peuple palestinien alors que les Etats ne jouent pas leur rôle de protection de population, elle participait à une manifestation contre de nouvelles démolitions israéliennes de maisons palestiniennes. Du 29 septembre 2000 au 5 mars 2003, 995 maisons ont été détruites dans la bande de Gaza. Depuis le début de l'année: 225 ont été démolies. Pour avoir osé opposer son corps à la progression de ces engins qui, en Palestine, servent d'armes à la puissance occupante, Rachel Corrie qui espérait empêcher qu'une 996ème autre ne devienne un tas de gravas a été assassinée. Elle avait 23 ans. Membre de l'ISM (International Solidarity Movement), elle faisait partie de ces centaines de volontaires qui, depuis des mois, se succèdent en Palestine pour exiger la création d'une force de protection du peuple palestinien. Sa mort n'en est pas qu'une de plus en Palestine où chaque jour l'armée israélienne massacre avec le silence complice de la communauté internationale. Elle marque aussi un tournant dans la politique israélienne. **Pour tuer et assassiner sans témoin.** Tous les étrangers viennent d'être appelés à quitter les territoires palestiniens occupés.

La Campagne internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), l'Association France Palestine solidarité (AFPS) qui, depuis plusieurs mois, envoient des internationaux en Palestine exigent du gouvernement français et demandent au Président de la République une intervention tant auprès de nos partenaires européens qu'au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU pour **l'envoi d'urgence d'une force de protection internationale de protection de la population palestinienne**, exigent du gouvernement français et demandent au Président de la République d'intervenir immédiatement auprès de nos partenaires européens pour que le vote du 10 avril 2002 du Parlement européen ne reste pas lettre morte. S.O.S PALESTINE.

APPEL À SOUTIEN FINANCIER. Aidez-nous à soutenir les ONG et associations (par ex : Bethléem Arab Society for Rehabilitation; Les petites soeurs de la fraternité de Gaza...) dans les domaines de l'éducation, de la santé qui, en Palestine, manquent dramatiquement de moyens pour aider les familles défavorisées. **Adressez vos dons à l'ordre de: L'AFPS, Association France-Palestine Solidarité Mention " SOS Palestine " CCP 34 521 83 N La Source 21 ter rue Voltaire 75011 Paris** Un reçu fiscal sera délivré pour les impôts Information : tél. : 01 43 72 15 79

Sat, 22 Mar 2003 Josette Lendi <josette.lendi@wanadoo.fr>

LA NORMALISATION JUIVE ET LE VISA SIONISTE

NATO and the Jewish question

By Yair Sheleg

After discussions and debates for nearly the entire 12 years since the fall of the Communist bloc, several Eastern Europe countries have recently made important decisions concerning their attitude toward the Holocaust and, more especially on such sensitive subjects as Nazi collaborators and the return of plundered Jewish property.

For example, the three Baltic states (Lithuania, Latvia and Estonia) established commissions of inquiry to probe the issue of collaboration during the period of the Holocaust. The rehabilitation processes under way vis-à-vis war criminals, based on the concept that collaborators were patriots who fought together with the Nazis against the Communist regime, were halted. The three countries also decided on holding an annual day of commemoration marking the Holocaust.

Some of the events took place in the past year. Lithuania agreed -- again, following discussions that went on for years -- to hand over 300 Torah scrolls and other sacred volumes to Jewish representatives in January 2002. In a well-publicized event, a delegation from Israel, headed by Rabbi Michael Melchior, then deputy foreign minister, arrived in Lithuania aboard a special flight **to take possession** of the books.

Romania, for its part, has begun to remove statues and street signs that perpetuated the memory of Marshal Ion Antonescu, the Fascist ruler who collaborated with the Nazis during World War II.

Slovakia has established a compensation fund for looted Jewish property that was looted though Jewish organizations were scathingly critical of the minuscule size of the fund (**only \$19 million**).

It was no coincidence that all these events took place in the past year. They were closely connected to another historic event in 2002: the special meeting of the NATO member-countries in Prague, in November, which decided to accept seven new members from Eastern Europe into the alliance. Prominent on this list were the Baltic states, Romania and Slovakia, as well as Bulgaria and Slovenia. (Three years earlier, in 1999, NATO accepted three other countries from the former Communist bloc, Poland, Hungary and the Czech Republic, whose **level of Westernization** was greater than that of the others.

While the admission of the seven new members still requires ratification by the parliaments of the veteran NATO countries, Prague stood as a milestone for Eastern Europe in the process they have long coveted: the transition from the old Warsaw Pact, which signified their Communist partnership, toward the West.

Hollow apologies

The "Jewish demands," nearly all of which had to do with the Holocaust, were **part of the price exacted from the East European countries for entering NATO**. Rabbi Andrew Baker, director of International Jewish Affairs in the Office of Government and International Relations of the **American Jewish Committee**, who coordinated the Jewish lobby on this subject, explains, "Even though this is a security partnership, the terms of entry to NATO were not defined solely in security terms. After all, a country such as Lithuania does not have much to offer NATO from the military standpoint. The terms of entry were therefore defined at the civil level as well, in terms of a "partnership of values" -- that is, in the direction of democracy and a free economy, including a "confrontation with the past," especially in the context of the Holocaust period. That includes education to heighten awareness of the Holocaust, **combating anti-Semitism**, putting a stop to the rehabilitation of war criminals and returning property, at least community property [referring to buildings that belonged to the Jewish communities, such as synagogues and ritual baths].

Baker was officially invited to monitor the progress being made in the reforms and to report on his findings at various forums convened to discuss the membership in NATO of the aspirant countries such as the Prague conference and a previous meeting in Bucharest in March 2002. It is important to emphasize that even though the "Jewish terms" were formally put forward by all the NATO members, in practice **the only country that took a substantive interest in this subject was the United States**. The U.S. administration set the criterion of democratic values as one of the conditions for admission to NATO.

American ambassadors in Eastern Europe were instructed to monitor the development of democracy in general and, within that framework, "confrontation with the past," and some of them cooperated with Jewish representatives on this subject. In fact, subjects related to the return of property came up in political talks that **U.S. President George Bush held with leaders of Eastern European countries**, such as the president of Lithuania.

Clear proof of the American dominance on this issue can be found in the fact that in the parallel process -- the admission of Eastern European countries to the European Union (in which the U.S. is not a member, of course) -- no similar requirements were made: the criteria there focused on the economic sphere.

The spokesman of the EU representation in Israel, David Criff, explains this discrepancy by noting that the candidates for membership were required to accept the founding charters of the 15 member-states of the EU. "Because the restitution of Jewish property, for example, is not mentioned in those charters, the new members were not required to adopt commitments in that connection."

However, even in connection with NATO, some Jewish organizations maintain that **the "Jewish terms" set for the Eastern European countries were not sufficiently serious**. The requirements were not enforced in any meaningful way. Consequently, a historic opportunity

was missed to induce the Eastern European countries to reform.

One official who holds this view is Efraim Zuroff, the director of the Israeli branch of the Simon Wiesenthal Center, which **specializes in hunting down** Nazi war criminals and collaborators.

"A tremendous opportunity was lost here," says Zuroff. "The pressure on the countries in question was amorphous, which created an opening for responses that were not truly effective. Of course, no country that was a candidate for NATO membership failed to apologize publicly for the participation of its people in the annihilation of the Jews. But when it came to concrete activity, especially in areas in which public opinion in those countries is sensitive -- such as property restitution or trying war criminals -- hardly anything was done. **It is incredible that there was not one serious trial of war criminals in any of the post-Soviet countries.** The only post-Communist country that did hold a serious trial of this kind was Croatia, which, not coincidentally, was not under Soviet rule. In a high publicized trial there, Dinko Sakic [a commander of the Jasenovac concentration camp] received a 20-year prison term. Lithuania held two trials, but in both they meticulously delayed the proceedings until the defendants were no longer medically qualified to stand trial, so that in practice neither of them spent even one day in prison. The other countries did not even hold trials of this kind."

Zuroff cites events that occurred in Estonia last year to illustrate what he calls "hollow apologies": "Estonia did in fact establish a **commission of historians to examine collaboration during the Holocaust.** The commission reached the conclusion that Estonian soldiers collaborated in a mass killing of Jews in Belarus, but the Estonian media mobilized to refute the panel's finding. Estonia set an annual day of commemoration for the Holocaust, but surveys show that **93 percent of the public objects** to this."

Empty gestures

Zuroff is especially critical of Rabbi Baker and the American Jewish Committee: "They adopted an extremely conciliatory policy toward the Eastern countries and made do with gestures of no value, such as apologies. In return, not only did they award these countries a prize of unequivocal support for their membership in NATO; they even volunteered to promote that process actively, at a press conference. Moreover, when I put forward unequivocal demands to place the war criminals on trial, **I became the «enemy of the people» in the Baltic states.** I was drawn with devil's horns, and a member of the Lithuanian parliament recommended that I be declared *persona non grata*. In the course of all this, Andrew Baker gave me no backing and said nothing about the attitude toward me, as a colleague."

Baker, for his part, says that we should look at what was achieved, despite everything: "Obviously, more could have been expected from each of the relevant countries, but from a historical perspective, we are definitely talking about progress, especially if we remember where these countries were at the beginning of the 1990s, when the Baltic states began rehabilitating war criminals who had been denounced in the period of Communist rule. Our aim was mainly to create a more positive atmosphere in those countries -- toward the Jews, too -- so that the communities living there in the present will feel at ease, and also in terms of the attitude of these countries toward Israel."

Baker is suggesting that the tangle of considerations and interests involved in this subject is far more complex than may appear: the Jewish communities in the Eastern European countries were not always enthusiastic about vociferous calls to settle outstanding scores from the past, **for fear this would generate anti-Semitism** and adversely affect their present situation. [...]

Ha'aretz

<<http://www.haaretz.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=263230&contrassID=2&subContrassID=5&sbSubContrassID=0&listSrc=Y>>

OU RASE-T-ON LES MOSQUÉES ?

On the 5th of February 2003, the Israeli Interior Ministry destroyed a mosque in the **unrecognised** Negev village of Tel Al-Mileh. The mosque was approximately 150 square metres, and had been built at a cost of over 100,000 shekels raised by subscriptions from the villagers, and supported by the Negev Institute for Lands and People. It was the only place of worship in the village, and was built after years of public pressure.

The village of Tel Al-Mileh is not legally recognised by the Israeli government, so all of the houses and buildings for its 3,000 inhabitants are termed "illegal". In the Negev region of Israel there are 70,000 Bedouin citizens of the state who live in these "illegal" villages, which are present on maps that pre-date the state of Israel's establishment in 1948, and which are called "unrecognised villages".

The destruction of a place of worship is in direct contravention of the international human rights standards which Israel has ratified. The International Covenant on Civil and Political Rights (CCPR) was ratified by Israel on the 3rd of October 1991, and it states:

"Everyone shall have the right to freedom of thought, conscience and religion. This right shall include freedom to have or to adopt a religion or belief of his choice, and freedom, either individually or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in worship, observance, practice and teaching." Article 18.

"The concept of worship extends to ritual and ceremonial acts giving direct expression to belief, as well as various practices integral to such acts, including the building of places of worship..." CCPR General Comment on Implementation, Note 4.

The Arab Association for Human Rights is particularly concerned by the manner in which this demolition took place. It was carried out at 6am on the morning of the 5th, a time when all the men of the village had left for work, and those remaining were children, women, and elderly people. Furthermore, the demolition was carried out by bulldozers and overseen by a very large force of military police and special units. [...]

We would like to ask you to protest this escalation of the Israeli government's attempts to remove the Bedouin of the Negev from their lands. Please consult the Regional Council website at <www.arabhra.org/rcuv/index.htm>

SAVOIR TRAHIR

Richard Perle is a U.S. security risk

In 1970, the Federal Bureau of Investigation caught Richard Perle passing US secrets to Israel, according to Seymour Hersh's *The Price of Power* (1983) pg 322:

In mid-October 1970, [Henry] Kissinger testified, when a second wiretap was authorized for Helmut Sonnenfeldt, who was Kissinger's closest friend on the NSC [National Security Council] staff, his role was even more tangential....

Richard N. Perle, a foreign policy aide to Senator Jackson, was overheard discussing classified information that had been supplied to him by someone on the National Security Council Staff.....

Kissinger -- perhaps seeking to ward off a Nixon explosion -- handed him (Haldeman) the FBI wiretap on the Israeli embassy and requested that the FBI be assigned to determine which NSC staff member was in contact with Richard Perle...

Kissinger had to know that Hoover and Haldeman would suspect Sonnenfeldt, who was known from previous wiretaps to have close ties to the Israelis as well as Perle.

FACT: Richard Perle is currently one of President Bush's primary advisors, and is affectionately known among his peers as the "Prince of Darkness." He is one of the forces in Washington known to have long plotted the coming assault on Iraq, a sovereign country: i.e. a war crime.
<<http://www.RePortersNoteBook.com>>

LA MENTALITÉ DU CANCRELAT

"I am exceptionally troubled by Weinraub's remarks. Insulting as my comments will be, this seems to be the cockroach mentality: "If they don't see us, they can't squash us."

Jews should not fear being identified with Israel as there is no confusion. Israel is the homeland of the Jews. **There can be no separation of Israel from Judaism and no separation of Judaism from Zionism.**

"Perhaps it is useful to state as a working hypothesis that antisemitism tends to increase in America whenever Jews become more noticeable--whenever their own behavior, or even their victimization, brings them to the forefront of the public mind." If this hypothesis is true, then we need to find a way to end it, not escape it by being quiet and scurrying in the dark.

Jack Sigman
H-HOLOCAUST 1er avril 2003.

LA BONNE HUILE

Israel Approaches Jordan On Re-Opening Iraqi Oil Pipeline

Israel and Jordan will hold meetings about the possibility of restarting an oil pipeline from northern Iraq to Israel via Jordan that was closed 55 years ago, an Israeli official said

Wednesday.

A source in the National Infrastructure Ministry said that minister Yosef Paritzky (Shinui) will meet Jordanian officials about restarting the pipeline, which sent Iraqi oil from Mosul to the northern Israeli port of Haifa during the British mandate period, on the assumption a pro-Western government will be set up following the US-led war.

Washington and Jerusalem both hope that **a new, democratic Iraq will adopt a friendlier posture towards Israel** than under Saddam Hussein. But it remains unclear whether the Iraqi people will relinquish their prevailing anti-Israel views.

"The Jordanians are optimistic though and the minister is very keen to try and flesh out a plan for restarting the oil flow," the Israeli official said. The section of the pipeline within Israel is in "excellent condition," according to the official, but Paritzky has asked the Jordanians for an assessment of the condition of their stretch of the pipeline. Israel has quietly worked to build relations with the Kurdish majority in northern Iraq, while avoiding the perception it is supporting militarily various Kurdish insurgencies in Turkey and other neighboring states.

Paritzky explained to *Haaretz* that resurrecting the pipeline could save Israel the high cost of shipping oil from Russia, reduce local fuel costs by 25 percent, and turn Haifa into "the Rotterdam of the Middle East."

International Christian Embassy Jerusalem, April 9, 2003.

<<http://www.truthnews.net/month/2003040082.htm>>

L'ANTICHRISTIANISME EST-IL DÉNONCÉ PAR LA LICRA ?

Refus de visas à une centaine de religieux catholiques

Le refus par Israël d'accorder des visas d'entrée à près d'une centaine de prêtres et de religieuses gêne gravement le travail de l'Eglise en Terre Sainte, a révélé un Comité catholique. Le rapport révèle que 86 demandes de visas d'entrée et de permis de résidence pour du personnel de l'Eglise (50 femmes et 36 hommes de 13 pays) n'ont pas été acceptées. En grande majorité, les religieux refusés (70 cas) proviennent des Eglises des pays arabes. Trois Missionnaires de la Charité, la congrégation de Mère Teresa, se sont vu refuser leur visa. L'archevêque Pietro Sambi, nonce apostolique, va interpellier le gouvernement israélien. Le Comité craint que les visas de 22 séminaristes catholiques étudiant à Beit Jalla ne soient pas renouvelés, ce qui mettrait en grave danger cette maison qui forme les futurs prêtres de Terre Sainte.

DICI

<http://www.dici.org/actualite_read.php?id=434>

AU COEUR DU RACISME ORDINAIRE

Hébron la mort dans l'âme.

Silvia Cattori

Tout, on leur a tout confisqué. Tout est terrifiant. Les Israéliens contrôlent chaque centimètre carré des soi-disant territoires autonomes. Mais ici à Hébron ils ont vidé récemment le centre historique, son poumon, pour laisser le champs libre à 400 colons juifs. Hébron est depuis 1967 le théâtre de violents affrontements entre les colons Israéliens et la population palestinienne. J'aime cette ville située dans un paysage collinaire splendide, à mille mètres d'altitude. Sa grande solitude me touche tout particulièrement. Je voudrais soulager ses peines immenses, amener tous les architectes du monde jusqu'à elle, avant qu'il ne soit trop tard. La ville a été divisée en deux secteurs en 1997. 160'000 palestiniens ont été placés dans le secteur H1, sous autonomie Palestinienne. 40'000 palestiniens ont été placés dans le secteur H2, sous occupation israélienne. Depuis 2001 la zone H1 s'est trouvée elle aussi progressivement assiégée. Il n'y a donc plus aujourd'hui dans les faits, de nette distinction entre H1 et H2. Quelques centaines de colons protégés par des milliers de militaires Israéliens rendent la vie impossible aux habitants palestiniens.

Le monde devrait venir voir ce qui passe ici, pour mille raisons. La première est que si cette

cruelle injustice a pu se perpétuer jusqu'à ce jour, la passivité de l'occident y est pour quelque chose. Certes, l'on ne vient pas ici sans appréhension. La peur est toujours là bien chevillée au corps.

Côté Palestinien l'accueil est des plus émouvant. Au point que l'on ressent parfois de la gêne. C'est l'armée israélienne occupante qui est terrifiante. Elle ne devrait pas être là, mais elle est là, et elle serre chaque jour qui passe, un peu plus la vis. L'on se sent complètement impuissants là devant. Le silence du monde, les mensonges des médias, font très mal ici. Ils sont même incompréhensibles.

Lors de mon passage en novembre, Hébron était déjà une cité terriblement meurtrie; mais il y avait encore quelques ruelles ouvertes et un faible espoir que l'étau se desserrerait. Il y a maintenant des check points fortifiés tous les 100 mètres ce qui rend le quotidien des gens invivable. Se déplacer d'un coin à l'autre de la ville est un vrai cauchemar pour les Palestiniens. D'autant qu'ils ajoutent des contraintes à la contrainte et ruinent l'économie. Le marché que l'armée a détruit à l'aide de bulldozers il y a trois semaines, pour tenir les Palestiniens loin du centre historique, n'est plus qu'un amas de ferrailles. Aussi, mille cinq cent commerçants ont été obligés de fermer leur boutique encore et toujours pour éloigner les Palestiniens des colons juifs extrémistes.

Dans ce contexte effrayant les enfants font peine à voir. Ils n'ont pas droit à une vie d'enfant. Ils vivent dans la peur d'être fouillés, humiliés, agressés par les soldats qui patrouillent. Comme ce bambin blessé cet après midi, que le père portait contre son cœur. Quand il nous a vus, il est venu vers nous pour nous prendre à témoin de ce que les soldats israéliens font : sous la couverture son enfant saignait. La colère étouffée de ce père accablé ne me quitte plus. Les gens vivent dans l'angoisse. A chaque coin de rue l'on rencontre des jeunes qui viennent spontanément nous parler des violences subies, de camarades morts sous les coups et les tortures. Ils vous disent l'horreur sans émotion. Pourquoi font-ils cela les Israéliens ? Pour les de commentaires qui dénoncent la lâcheté du monde: «They kill Palestinians childrens. Will you say: we did know?» «They distroy. We rebuild». Deux générations de Palestiniens n'ont vu qu'elle; la violence. Elle gâche leur vie. L'armée israélienne a fermé trois établissements scolaires qu'elle occupe, ce qui empêche 1700 élèves de suivre les cours. C'est ainsi qu'elle procède pour s'annexer des biens ; selon cette pratique scandaleuse du grignotage qu'elle a institué. Impossible d'échapper à cette atmosphère asphyxiante.

ASPHYXIE était le mot que notre groupe a inscrit en arabe et en hébreu, sur une grand banderole pour protester contre l'existence des check points. Ce mot exprime parfaitement ce que les Palestiniens ressentent. Sur d'autres écriteaux nous avons inscrit: «This is apartheid» «This is racism». Nous étions une poignée d'internationaux ce midi à nous rendre avec banderoles et écriteaux à l'endroit fatidique. Des grappes de Palestiniens étaient là désœuvrés depuis que l'armée israélienne les a contraints à fermer leur échoppe. L'occasion était trop belle. Quand ils nous ont vus arriver ils se sont ralliés à notre petit groupe comme un seul homme et se sont emparés de nos banderoles. D'autant que ce matin, l'armée leur avait lancé des grenades assourdissantes pour les tenir à l'écart de ce check de malheur. Les photographes que nous avions alertés étaient là. Mais aussi tout l'attirail qui laissait présager le pire. Les soldats montraient des signes de nervosité, de peur. La peur des soldats en armes est la pire ennemie des manifestants. Car paniqués ils peuvent tirer à tort et à travers. Chacun sondait l'autre dans un face à face chargé d'inquiétude mais aussi de volonté de résister. Pour mettre tous les oeufs dans notre panier nous sommes allés parlementer avec le commandant, pour faire valoir que leur frustration aux Palestiniens était légitime. Le commandant paraissait mal à son aise sous l'uniforme. La trentaine, le visage fin, il y avait dans son regard une espèce de gêne. Il a répété nerveusement: «I am not shooting you». Il était flanqué d'un soldat qui n'avait pas plus de 19 ans. Ce dernier tremblait comme une feuille, bégayait. Pour la première fois ils se sentaient désignés de racistes. Nous étions très calmes, ils étaient déconcertés. Et cela avait laissé sa chance à l'humain et c'était miracle. Nous nous sommes replié après une demie heure, satisfaits. Nous avons répété cette action tout au travers des check point qui étranglent Hébron. Les Palestiniens sont venus nous dire merci, nous ont servi du thé. Notre petit geste leur avait donné un peu d'espoir -- et cela n'était pas rien en ce contexte où l'on ne respire plus -- tout en n'oubliant pas que quoi que l'on fasse pour dénoncer les horreurs de l'occupation israélienne, rien ne change jamais en mieux pour eux. De notre côté, une fois notre action terminée, nous étions contents et amers à la fois, à l'idée que, avec notre meilleure volonté, nous ne sommes pas capables de les libérer de leurs chaînes. Ils étouffent mais ne se résignent pas. Ils sont épuisés mais ils se démènent comme des diables, pour ne pas se laisser abattre, jamais. Admirable.

Le 10 avril 2003

HUMANISME JUIF TOUJOURS

Epouses intouchables

"Sujet tabou": en Israël, le rituel de purification du *mikveh* est encore pratiqué par un tiers des femmes

Depuis deux siècles, les femmes juives doivent, sept jours après la fin de leurs règles et six semaines après un accouchement, se purifier : le sang les a salies, elles doivent s'en laver. Or seul le rituel de la Tahara ("purification"), pratiqué aujourd'hui dans les milieux orthodoxes (en Israël, un tiers des femmes s'y soumettraient encore), leur permet de retrouver cette pureté. Pour cela, à la nuit tombée - pour n'être vues de personne, tant la honte est grande -, les femmes "impures" se rendent au mikveh, sorte de hammam spécialisé.

Là, après s'être lavées de la tête aux pieds, elles devront introduire un linge blanc dans leur vagin, qui témoignera que leurs pertes sont terminées. Une autre femme a ensuite la mission de les examiner, afin de certifier l'authenticité du fait. Alors seulement les épouses pourront reprendre le cours de leur vie conjugale. Car tant que ce rituel n'aura pas été observé, le moindre attouchement avec leur mari leur reste interdit. "La femme qui aura un flux, un flux de sang en sa chair, restera sept jours dans son impureté. Quiconque la touchera sera impur jusqu'au soir", stipule la Torah.

De ce rituel issu de la nuit des temps, on parle très peu - certaines Israéliennes non religieuses n'en soupçonnent même pas l'existence ! Un tabou dans toute sa violence calfeutrée.

La réalisatrice israélienne Anat Zuria, elle-même contrainte au mikveh, a voulu briser le silence. Pour son film *Epouses intouchables*, elle a rencontré quatre autres "pratiquantes" de ce rite, que beaucoup de femmes subissent avec honte et souffrance. Et qui se demandent pourquoi cette tradition a été édictée par et pour des hommes. Pourquoi ce sceau d'infamie et de culpabilité. Pourquoi ces comptes à rendre, ces dilemmes, ces séparations forcées. Et à quel titre ?

Anat Zuria se garde de juger et refuse le "sensationnel comme la provocation". Sensible et pudique, son documentaire montre ce drame de la dépossession du corps et de l'intimité. Un sujet rare, porté par de très belles images, qui a été récompensé par le FIPA d'or 2003, au Festival de Biarritz.

Lorraine Rossignol

Le Monde télévision, 12 avril 2003.

Mardi 15 avril, 22.55, France 3.

Les femmes interdites au Mur des lamentations

Elles ne demandent pas à devenir rabbins, mais simplement à pouvoir prier au Mur des lamentations avec châle et phylactères. Les juges de la Cour suprême israélienne viennent de refuser cette demande, leur proposant en contrepartie de prier dans un lieu adjacent au Mur du temple appelé l'Arche de Robinson. (DICI)

2/ Guantanamo ou le déni du droit

CHRONIQUE DE GUANTANAMO

N°11 • 10 avril 2003

Les informations sont classées en ordre chronologique décroissant

10/04/03 - Le gouvernement attaque une Coalition en faveur des prisonniers devant la Cour suprême

Dans une requête adressée lundi 7 avril à la Cour suprême des USA, le département US de la justice demande à cette juridiction de confirmer la sentence de la 9ème Cour d'appel fédérale

de San Francisco, émise en novembre dernier. Cette sentence déclarait que la Coalition du clergé, des professeurs et avocats n'avait aucune autorité pour entamer une action légale en faveur des prisonniers de Guantanamo. Cette Coalition basée en Californie demande que le gouvernement permette l'accès d'avocats aux prisonniers, définisse les charges retenus contre eux, rende publiques leurs identités et leur permette d'accéder à un tribunal fédéral. Le département de la Justice argue que les prisonniers, capturés à l'étranger et détenus à l'étranger, n'ont pas le droit d'accéder à la juridiction US, en se référant à une sentence de la Cour suprême de 1950 concernant des prisonniers allemands de guerre capturés en Chine. Il estime d'autre part que la Coalition n'a aucune relation avec des prisonniers de Guantanamo qui justifierait qu'elle plaide en leur faveur. De son côté la Coalition estime que son "intérêt général pour le sort des prisonniers" est suffisant pour qu'elle intervienne en leur faveur. La Cour suprême devra décider dans le courant du printemps si elle accepte d'examiner l'affaire, enregistrée sous le n° 02-1155, sous le titre : "Coalition of Clergy, Lawyers and Professors, et al, vs. George Walker Bush, president of the United States, et al."

09/04/03 - USA : Sami Al Arian ne peut payer son avocat

Un juge de Tampa, Floride, a commis d'office deux avocats pour défendre le Dr Sami Al Arian, l'informaticien accusé de diriger le Jihad islamique aux USA, après que celui-ci eut fait savoir qu'il n'avait pas pu collecter les fonds nécessaires à financer sa défense, soit plus d'un million de dollars. Al Arian a attribué cette impossibilité au fait qu'il a été transféré dans une prison fédérale et mis à l'isolement, n'étant autorisé qu'à 15 minutes d'appels téléphoniques par mois. Al Arian a aussi refusé de renoncer à son droit à un procès rapide, ce qui signifie qu'il comparaitrait devant un jury dès le 1er mai. Les procureurs estimant qu'ils auront besoin d'un an pour collecter leurs preuves, ils devront demander au juge de dénier à Al Arian son droit à un procès rapide.

08/04/03 - Victoire morale de six Algériens contre la raison d'Etat

Sous ce titre, M. Saâdoune écrit dans *Le Quotidien d'Oran* du 5 avril 2003 ce qui suit :

Une nouvelle victoire morale pour les Algériens de Guantanamo livrés, au mépris d'une décision de justice, aux forces américaines par les autorités bosniaques

La cour bosniaque des droits de l'homme a, de nouveau, confirmé, vendredi, que la décision des autorités bosniaques à l'encontre des Algériens, dont certains avaient la nationalité bosniaque, était une mesure arbitraire. La cour a estimé que la Bosnie-Herzégovine et la Fédération croato-musulmane, l'une des deux entités du pays, ont violé plusieurs articles de la Convention européenne des droits de l'homme, intégrée dans la Constitution bosniaque, relatifs notamment à l'expulsion, à la détention illégale et à l'abolition de la peine de mort, dans le cas de Mustafa Aït Idir et Belkasem Bensayah.

Les deux hommes, ainsi que quatre autres Algériens, connus désormais sous le nom des «six de Guantanamo», étaient accusés, sans preuve, d'avoir eu l'intention de commettre des attentats contre les ambassades américaines et britanniques. Emprisonnés en octobre 2000 à Sarajevo, les six avaient été innocentés par la justice bosniaque, mais les autorités bosniaques, sous pression des Américains, **ont organisé un véritable enlèvement à leur sortie de prison et les ont livrés** aux Américains qui les ont immédiatement déportés dans la zone de non-droit de Guantanamo.

La cour bosniaque des droits de l'homme a demandé aux autorités bosniaques «de prendre toutes les mesures possibles afin d'éviter que la peine de mort soit prononcée ou mise à exécution» à l'encontre des deux hommes. Elle demande également que Aït Idir et Bensayah perçoivent des indemnités de 7 700 et 5 100 euros pour le préjudice subi. La même décision avait été prise en octobre 2002 par la cour pour les quatre autres Algériens. Ce nouveau jugement conforte les six Algériens injustement incarcérés dans le camp de Guantanamo au nom de la simple raison d'Etat. Au début du mois de janvier dernier, la Cour fédérale de Bosnie avait prononcé un jugement rétablissant la nationalité bosniaque à l'un des six Algériens, en l'occurrence Lakhdar Boumédienne, livrés par les autorités bosniaques. Car dans leur voie de fait contre la justice, les autorités bosniaques avaient pris une mesure de déchéance de la nationalité bosniaque pour certains de ces pensionnaires forcés de l'archipel du non-droit de Guantanamo. Saisie par leurs avocats, la Cour fédérale bosniaque avait considéré que ce précédent était illégal et anticonstitutionnel. C'était cette même cour qui avait innocenté, en janvier 2000, les six Algériens des accusations de terrorisme et ordonné leur mise en liberté. Dans une obéissance aveugle aux Américains, les autorités bosniaques les

ont extraits de prison pour les remettre aux Américains. Au nom de la raison d'Etat.

08/04/03 - Les combattants étiquetés "terroristes"

L'armée US a affirmé avoir capturé ou tué un certain nombre de combattants étrangers **dans les combats en Iraq**. Les prisonniers ont permis la découverte d'un camp d'entraînement "terroriste", a-t-elle ajouté. Le général Vincent Brooks, porte-parole du commandement central US basé au Qatar, a déclaré lors d'un point de presse que ce camp, à Salman Pak au sud-est de Bagdad, fournissait la preuve d'un "lien entre le régime et le terrorisme". Il a toutefois ajouté qu'aucun élément ne permettait de relier ce camp à une organisation en particulier.

"Certains de ces combattants viennent du Soudan, d'Egypte et d'autres endroits. Nous en avons tué un certain nombre et capturé un certain nombre d'autres", a déclaré Brooks.

07/04/03 - Combien de prisonniers iraqiens ?

Les informations varient selon les sources : 8.000, 9.000 ou 6.000. D'après les Marines US, 2500 membres de la Garde républicaine se sont rendus près de Kut, au sud de Bagdad. La plupart des prisonniers de guerre iraqiens sont détenus dans des camps de tentes près d'Oum Qasr. Les forces britanniques sont en train de préparer des campements pour accueillir 16.000 prisonniers. D'après un porte-parole britannique, les envahisseurs envisagent de garder ces prisonniers dans le sud de l'Iraq jusqu'à la fin de la guerre et de les "rapatrier" ensuite. Le CICR a commencé à visiter les prisonniers. D'autre part, le CICR poursuit ses démarches auprès des autorités iraqiennes pour pouvoir visiter les prisonniers de guerre anglo-US.

07/04/03 - USA : un informaticien d'origine palestinienne détenu au secret à Portland

Maher Hawash, un ingénieur informatique de 38 ans travaillant chez Intel, citoyen US depuis 15 ans, né à Naplouse en Cisjordanie, a été arrêté le 20 mars dernier par le FBI à Portland. Il est depuis cette date maintenu au secret en tant que "témoin matériel". Cette procédure, instituée par une loi en 1984, a été utilisée contre une cinquantaine de personnes depuis le 11 septembre. Hawash est interrogé sur ses liens avec un groupe de six inculpés de Portland, accusés d'avoir tenté de se rendre en Afghanistan à la fin de 2001 pour y combattre les forces US. Hawash est détenu à la prison fédérale de Sheridan, dans l'Oregon. Ses amis se sont mobilisés et ont créé un site web : <<http://www.freemikehawash.org>>.

Le site dit ceci: "The warrants and subpoenas in Mike's case are all secret, sealed by the court at the U.S. government's request."

05/04/03 - USA : les médias demandent la publication des motifs d'inculpation contre Moussaoui

L'Associated Press, la chaîne ABC, le groupe Hearst, le "New York Times", la "Tribune Company", le "Washington Post" et l'association Reporters Committee for Freedom of the Press ont une nouvelle fois demandé qu'un tribunal fédéral rende publics les motifs des chefs d'inculpation pesant sur Zacarias Moussaoui, l'unique inculpé pour les attentats du 11 septembre, qui a demandé à assurer sa propre défense.

Les avocats des médias ont demandé jeudi au juge fédéral Leonie Brinkema de publier l'exposé des motifs, proposant que le gouvernement US dispose de dix jours pour les examiner et de ne pas rendre publique toute information qu'il jugerait "sensible".

Le 29 août dernier, le juge Brinkema avait décidé de placer sous scellé les débats de l'audience préliminaire de Zacarias Moussaoui parce que ces débats comprenaient "des menaces, des insultes racistes, des appels à l'action, et autres expressions inappropriées". La décision du juge Brinkema a été prise après que le ministère de la Justice a affirmé que les motifs avancés par Zacarias Moussaoui **pourraient contenir des messages codés** à d'autres membres du réseau Al-Qaïda.

Arguant que cette décision était trop large et violait le premier amendement de la Constitution sur la liberté d'opinion, les médias ont estimé devant la cour que "la presse et le public ont le droit constitutionnel et légal d'avoir accès à ces motifs à moins que des intérêts contraignants ne l'exigent".

04/04/03 - Les Britanniques veulent garder leurs prisonniers de guerre

D'après Geoff Hoon, le ministre britannique de la Défense, plus de la moitié des 8.000 prisonniers de guerre iraqiens sont aux mains des forces britanniques. D'après le quotidien *The Guardian*, des membres du cabinet de Londres estiment que ce serait illégal pour Tony Blair de céder aux demandes US et de remettre certains de ces prisonniers, considérés comme "paramilitaires" et "combattants illégaux", à la police militaire US. Ils font valoir qu'une

extradition est impossible puisque les USA pratiquent encore la peine capitale. Une source gouvernementale britannique a précisé qu'il serait entièrement inacceptable que des prisonniers capturés par les Britanniques soient déportés à Guantanamo, arguant que même si Oussama Ben Laden était capturé en Grande-Bretagne, il serait illégal de l'extrader aux USA pour qu'il y soit jugé, étant donné qu'on y pratique la peine capitale. Cette position est, d'après le quotidien, partagée, par des responsables militaires britanniques au Koweït, qui ont dit qu'ils préféreraient que les combattants en civil, les paramilitaires et les "Fidayin de Saddam" soient jugés pour crimes de guerre, éventuellement par la Cour pénale internationale. Un porte-parole de Croix-Rouge internationale a déclaré que toute personne capturée dans la zone de guerre, que ce soit en uniforme ou en civil, devait être traitée en prisonnier de guerre selon la Convention de Genève, qui a été étendue en 1977 à la protection de membres de groupes de guérilla.

03/04/03 - Directives militaires US sur la détention de civils irakiens

Le commandement militaire US a rendu publiques mardi 1er avril des directives concernant les civils irakiens arrêtés. Ceux-ci pourront être détenus jusqu'à 30 jours et seront, pendant ce temps, traités "humainement" comme les autres prisonniers de guerre. Ceux qui s'avéreraient avoir violé les lois de la guerre pourraient être considérés comme "combattants illégaux" .

CHRONIQUE DE GUANTANAMO N°10 • 3 avril 2003

03/04/03 - 24ème tentative de suicide

Un nouveau prisonnier a tenté de se suicider lundi 31 mars dans sa cellule au camp de Guantanamo. Les gardiens sont intervenus rapidement et l'ont transféré à la section psychiatrique ouverte le 23 mars. Selon le porte-parole militaire, le lieutenant-colonel Barry Johnson, qui a donné cette information, 20 des 35 lits de cette nouvelle section sont actuellement occupés par des prisonniers. 80 prisonniers seraient actuellement traités pour des problèmes de santé mentale, dont 60% seraient sous médication.

01/04/03 - Les USA envisagent de déporter des civils irakiens à Guantanamo

Les forces d'invasion US en Iraq ont capturé au cours de rafles plus de 300 civils dans le sud de l'Iraq et envisagent de les déporter à Guantanamo. **Des juristes militaires sont en train d'étudier la manière dont l'opération pourrait être réalisée.** Des tribunaux militaires examineront le cas de ces civils qui, s'ils étaient décrétés "combattants illégaux", pourraient alors être déportés. Il y a de toute façon un peu plus de 300 cellules vides à Guantanamo, prêtes à accueillir de nouveaux prisonniers. Les civils capturés sont soupçonnés d'être des membres des milices et des groupes paramilitaires du parti Baath irakien.

[Il est probable que le juriste militaire est au droit ce que la musique militaire est à la musique...]

30/03/03 - Naim Kouchi transféré à Guantanamo

Selon Amnesty International, Naim Kouchi, le leader pachtoune de la tribu Ahmadzaï arrêté par les forces US le 1er janvier 2003, était au nombre des 30 prisonniers transportés le 23 mars de Bagram à Guantanamo. Cette nouvelle ne fera que renforcer la colère parmi ses compatriotes pachtoune, dont de nombreux leaders sont venus à Kaboul pour plaider sa cause. Même le "président" Karzaï et le ministre de la Défense Mohamed Fahmi ont demandé sa libération aux forces US. Kouchi, un commandant taliban, avait changé de côté après l'invasion US de l'Afghanistan et était en contact permanent avec les forces US. Il a été arrêté à un barrage routier alors qu'il se rendait à une rencontre avec Karzaï. Le commandant US en Afghanistan, le lieutenant-colonel McNeill, a déclaré il y a quelques semaines que le sort de Kouchi était entre les mains du Commandement central US à Tampa, en Floride.

29/03/03 - Saïd Abbasin : "rendez-moi mon taxi"

Saïd Abbasin, 25 ans, est l'un des 18 Afghans libérés de Guantanamo et relâché cette semaine par la police afghane à Kaboul. Il conduisait à bord de son taxi deux passagers de Khost à Kaboul en janvier 2002 lorsqu'il fut arrêté puis remis aux forces US. Déclaré innocent par les services US, il a déclaré son intention de réclamer des compensations au gouvernement US pour l'année de détention qu'il a subi. Et surtout, il demande qu'on lui rende son taxi, qui était son seul moyen de subsistance.

29/03/03 - Afghanistan : inquiétudes pour Haji Naim Kouchi

Haji Naim Kouchi est un chef tribal afghan de 65 ans, qui a été arrêté par les forces US le 1er janvier dernier alors qu'il s'apprêtait à rencontrer le "président" Hamid Karzaï. Depuis, il a été maintenu au secret. Amnesty International vient d'exprimer son inquiétude quand au sort du détenu, qui est diabétique et porte une ceinture chirurgicale suite à l'ablation d'un rein. Le CICR a remis à la famille deux lettres du détenu mais certaines phrases avaient été noircies. Amnesty a demandé aux autorités US d'indiquer où Kuchai est détenu, de lui garantir l'accès à des soins médicaux, à un avocat et à des visites familiales.

29/03/03 - USA : Sami Al Arian transféré dans une autre prison

Détenu depuis son arrestation le 20 février dernier à la prison du Comté de Hillsborough à Tampa, Floride, le Dr Sami Al Arian, accusé avec 3 autres personnes d'appartenance au Jihad islamique, a été transféré dans la prison fédérale Coleman du Comté de Sumter, à une heure de voiture de Tampa. Le juge président le tribunal fédéral qui a examiné sa demande de remise en liberté contre caution n'a par ailleurs pas encore rendu son verdict.

28/03/03 - Afghanistan : la libération des prisonniers pakistanais bloquée

Annoncée il y a une dizaine de jours, la libération des plus de 900 Pakistanais emprisonnés en Afghanistan depuis octobre et novembre 2001 se fait toujours attendre. Les USA sont intervenus pour empêcher une libération "prématurée" et ont fait savoir qu'avant d'être libérés, les prisonniers devaient être examinés par les services US. 583 de ces prisonniers sont détenus à Mazar-e-Sharif, 150 à Kaboul et plusieurs centaines d'autres à Sheberghan et ailleurs.

From: xraydelta <xraydelta@lvo.info>

LES MAUVIETTES

Au moins six prisonniers américains récupérés

Au moins six soldats américains prisonniers des Irakiens ont été récupérés par l'US Army. "Ce que l'on pense être six soldats américains de l'armée de terre ont été secourus alors qu'ils étaient aux mains des forces armées irakiennes, alors qu'ils étaient détenus comme prisonniers de guerre à environ 60 miles (100 km) au nord de Bagdad", a déclaré à l'AFP un officier à Bagdad, sous le couvert de l'anonymat. [*En fait, laissés au bord de la route.*] "Ils sont actuellement transférés en urgence dans une unité de traitement psychologique à Bagdad pour des soins", a-t-il précisé. Un autre officier américain, le lieutenant-colonel Ken Kelly, du **département de traitement de traumatisme**, a indiqué avoir été notifié de la prochaine arrivée des six soldats et que les préparatifs étaient en cours pour leur accueil. "Apparemment, ils sont dans de telles conditions qu'ils sont en train d'être amenés pour être admis dans l'unité de soins d'urgence", a-t-il dit. *Le Monde* en ligne 13 avril 2003.

Et à Guantanamo aussi, on est aux petits soins ?

3/ L'Irak des marais

POURQUOI LA GUERRE

En allant faire la guerre en Irak, les USA visent quatre buts:

- Sauvegarder l'économie américaine en poussant l'Irak à revenir à la vente du pétrole en dollars, pour que le billet vert redevienne la seule monnaie d'échange.
- Envoyer un message très clair aux autres pays producteurs pour qu'ils mesurent ce qui pourrait leur arriver s'ils ne restaient pas dans le «cercle du dollar». L'Iran a déjà reçu le message (rappelez-vous votre étonnement, quand, en plein processus de laïcisation et de modération, l' Iran a été désigné comme « un membre de l'axe du mal » !).
- Mettre la seconde réserve mondiale de pétrole sous contrôle des USA.
- Installer un état laïc, stable là où les USA peuvent faire stationner une force énorme (peut-être avec l'aide de certains de ses alliés comme la Grande-Bretagne et l'Australie), pour

dominer tout le Moyen-Orient et ses ressources vitales de pétrole. Cela permettrait aux USA d'éviter de se servir de la Turquie (versatile), Israël (politiquement impossible) et l' Arabie Saoudite, second pays visé, lieu de naissance d'Al Qaida et foyer d'anti-américanisme notoire

-- Remettre sévèrement à leur place l'UE et l'euro, seul bloc commercial dont la monnaie est assez forte pour s'attaquer à la domination des USA et du dollar.

-- Apporter une couverture aux USA pour une opération de renversement du gouvernement vénézuélien, démocratiquement élu, en le remplaçant par une junte amie des américains, et ainsi s'appropriier le pétrole du Vénézuéla.

Enfermer de nouveau le monde dans « les dollars du pétrole » consoliderait la position actuelle des USA et les rendrait inexpugnables en tant que puissance dominante, aux plans économique et militaire...

Voir l'analyse entière de Geoffrey Heard. [LINKINKLINKHeard euro/dollar](#)

THUREAU EN IRAQ

Pour pénétrer dans la ville, les blindés appliquent la méthode de la "colonne infernale"

Bagdad de notre envoyé spécial. La guerre fait rage au coeur de Bagdad. Les raids aériens sont incessants, et les tirs d'artillerie de plus en plus fréquents. L'armée américaine a débarqué, lundi 7 avril à l'aube, dans le centre de la capitale irakienne, s'emparant du palais de la République, le principal palais présidentiel de Saddam Hussein.

La bataille a été intense. A 300 mètres de distance, il était impossible de distinguer les combats, le palais ayant été très vite recouvert de la fumée des explosions et des incendies. Mais l'ampleur des tirs de tanks, de canons et de mitrailleuses indique un assaut déterminé. La résistance des forces irakiennes n'a guère duré plus d'une heure. [...]

Une équipée dévastatrice

Bagdad attend de voir quelle stratégie va adopter l'armée américaine lors de l'assaut final contre la ville entière. Une première incursion dans les quartiers sud d'Al-Dorah et de Yarmouk, samedi, **avait été extrêmement meurtrière**. Après trois heures de bataille, on pouvait voir des dizaines de carcasses calcinées de blindés, de canons, de jeeps. La colonne américaine a, pour sa part, perdu un char Abrams. On évoque, de sources hospitalières, des **centaines de morts, des milliers de blessés, principalement militaires, et aussi civils**.

Venus de la route de Mahmoudiyah, au sud, les soldats américains avaient traversé Al-Dorah et Yarmouk afin de rejoindre l'aéroport international Saddam, et sans doute avec l'intention de tester une première fois la défense irakienne. **Leur équipée fut dévastatrice**. Yves Debay, le correspondant de guerre du magazine *Raids*, spécialisé dans les affaires militaires, a traversé lui aussi ces quartiers, par hasard, venant du désert, à ce moment-là. Il avait par ailleurs déjà vu, dans des villes du sud irakien, l'armée américaine employer cette méthode qu'il appelle "**la colonne infernale**".

"Les Américains font des colonnes de quarante à cinquante blindés. A l'avant, des chars M1 Abrams, puis des transports de troupes Bradley ou Amtrack, puis des Miclick du génie, puis des Hummer avec des porte-voix. Ils roulent avec deux chars de front, occupant toute la largeur de la route. Ils tirent sur tout ce qui bouge, sur tout ce qui est suspect. C'est "Feu à volonté !". Ils adorent tirer au canon de 25 mm sur les portraits de Saddam. **Ils n'ont pas de discipline de feu. L'initiative est laissée aux soldats, à des gamins de vingt ans. C'est pour cette raison qu'ils tirent aussi sur des civils. Une armée européenne ne se comporterait pas ainsi.** D'ailleurs, en Irak, l'armée britannique tue nettement moins de civils, en maîtrisant mieux ses soldats. "

"Entre Mahmoudiyah et Bagdad, j'ai vu au moins cinq véhicules et une moto civils détruits, avec tous les passagers morts, poursuit Yves Debay. Il ne faut pas exagérer, ce n'est pas une chevauchée sanglante, mais ils ne prennent pas de gants. Au sud de Mahmoudiyah, à Latifiyah, un chef de tourelle a lâché une rafale dans la fenêtre ouverte d'une maison... Ils ont deux problèmes. Ils se vengent encore du 11 septembre, et **il n'y a aucune sanction quand un soldat tue des civils**. Leur but n'est pas de tuer des civils, mais ils ont un comportement de cow-boys. **Ils tirent même sur les vaches !... J'ai l'impression que c'est aussi une manière de masquer leur peur. Ils ont très peur.** Et ça empire à chaque fois qu'ils ont des pertes." [...]

Rémy Ourdan
Le Monde, 8 avril 2003.

TRIBUS

Entretien avec Hosham Dawod, anthropologue du CNRS, co-auteur de *La société irakienne, communautés, pouvoirs et violence*

Vous êtes un spécialiste de la question du tribalisme en Irak. êtes-vous surpris par les débuts de la guerre ?

Je dois l'admettre: j'ai plutôt cru en un effondrement quasi instantané de l'armée régulière irakienne. En revanche, l'attitude des populations chiites du Sud est moins surprenante. On pourrait s'étonner de l'absence d'insurrection populaire spontanée à Bassora, Nadjaf ou Kerbala. Mais ce phénomène était prévisible.

Pourquoi cet attentisme chiite ?

C'est une passivité réfléchie. D'abord, **les habitants du Sud irakien n'ont jamais admis les occupations étrangères**. Les généraux britanniques à leur entrée en Irak en 1914 avaient, presque mot à mot, le discours des généraux américains actuels: "Nous venons vous libérer, vous faire entrer dans la modernité." Les chiites craignent aujourd'hui que les Américains à Bagdad ne cherchent à les marginaliser comme l'ont fait tous leurs prédécesseurs. Ces chiites sont souvent très politisés, et très informés. L'aspect religieux de la campagne de Washington les inquiète. Et ils n'ont pas oublié comment ils ont été lâchés par les Américains en 1991. Enfin, les chiites d'Irak ne sont pas qu'une confession ! Ils sont aussi arabes. Parce que Bagdad voit facilement en eux une cinquième colonne, on conclut en Occident qu'ils sont naturellement contre le régime. C'est bien plus compliqué. Aujourd'hui, ils se disent : "Pourquoi se précipiter dans les bras des Américains ? Voyons ce qu'ils vont faire ? Ce n'est le moment ni de choisir ni de mourir."

Saddam Hussein a lancé un appel aux tribus à se mobiliser face à l'envahisseur. Cet aspect est-il, selon vous, important pour la période à venir ?

Sans aucun doute. La société irakienne a été démembrée, paralysée par Saddam Hussein. Les deux seuls référents qui ont subsisté sont la religion et la tribu, bien que le pouvoir les ait instrumentalisés. On n'imagine pas le regain de religiosité en Irak aujourd'hui. La dictature mène au fatalisme et au nihilisme. Devant l'effondrement des valeurs, la religion permet de sauver nos âmes, et la tribu constitue un lien social, sur lequel on peut se replier. C'est une solidarité, une aide matérielle, l'accès à la possession d'armes, une délégation de pouvoirs dans certains domaines, comme le droit de la famille. A Bagdad, aujourd'hui, les rues de certains quartiers se sont recomposées selon les origines tribales. Le tribalisme joue et jouera un rôle essentiel dans le maintien ou non d'un degré d'adhésion à Saddam, et dans le rapport au vainqueur.

Comment Saddam Hussein se situe-t-il vis-à-vis des tribus ?

Après la vogue de la modernité laïque des années 1970, l'Etat en décomposition, se réduisant progressivement au seul clan des Takritis, a repris langue avec les tribus. Il l'a fait pour affermir son contrôle social, mais il les a remis en selle. Saddam Hussein a pris le nom de Cheik al-Machayikh, le cheik de tous les cheiks, ramenant l'Etat, à leurs yeux, à une "superchefferie" tribale. Il entre parfaitement dans la caractérisation maussienne du rôle du don. Plus celui-ci est important, plus l'entérinement par le receveur de sa propre dette se traduit par son allégeance. Après 1991, Saddam a organisé une réception grandiose pour les chefs tribaux. Il était seul et, au début les cheiks portaient leur serre-tête autour du cou, symbole de leur déchéance. Un par un, il le leur a remis sur la tête. Symboliquement, il a rétabli les pouvoirs des chefs tribaux.

A-t-il pour autant obtenu leur soutien ?

Seulement jusqu'à un certain degré. Les tribus sont des structures très politiques, donc... très pragmatiques. On oublie qu'en 1991, des tribus chiites du Sud ont participé à la répression du soulèvement ! Les tribus ont entre elles de très anciens contentieux, sont en conflit pour gérer l'espace, les richesses allouées, l'accès au pouvoir central. A cela s'ajoute le fait que, lorsque l'Etat, l'armée puis le parti Baas ont été marginalisés, les vrais détenteurs du pouvoir, les services spéciaux, ont progressivement été érigés sur une base régionale -- les Takritis, par exemple -- et aussi tribale, essentiellement les tribus du triangle sunnite.

Mais Saddam Hussein a ensuite réprimé même ces tribus sunnites !

Certes. Parce qu'il est pris dans les mailles d'un filet d'allégeances et de solidarités dont il cultive certaines et se méfie des autres. Quand Mazloum Al-Douleïmi a été pendu, en 1994, pour participation à une tentative supposée de coup d'Etat, il a ensuite écarté les membres de la grande tribu des Douleïmi de la Garde présidentielle et de la garde républicaine. Pour recruter quelqu'un dans un service spécial, on vérifie son lien d'appartenance tribal jusqu'au quatrième degré. Mais on aurait tort de croire que ces tribus vont automatiquement se révolter contre Saddam s'ils le sentent défaillir, pas plus qu'elles ne le soutiendront toutes a priori. Le principe actif du comportement tribal, c'est de protéger les siens, donc d'abord de monnayer son soutien.

Les Américains sont-ils conscients de l'importance du facteur tribal ?

Jusqu'ici, ils ne l'ont pas montré ! Lors de la conférence de l'opposition organisée à Londres, à l'été dernier, ils n'ont pas invité de représentants des tribus, pourtant présents dans l'exil. Même le leader religieux chiite Hakim a considéré qu'il s'agissait d'une grave erreur. Les Américains font comme si, une fois Saddam évacué, le soutien des tribus sera acquis. Ils se trompent. Les tribus, peuvent, selon la situation, devenir très hostiles. N'oublions pas que leurs chefs sont d'abord des Arabes et des musulmans. Un chef tribal joubouri se définira ainsi : "Je suis arabe, irakien, sunnite, de la tribu joubouri." L'identité arabe viendra en premier. Alors qu'un chef tribal chiite du Sud dira : "Je suis de telle tribu, de telle région, je suis chiite irakien, et nous sommes brimés." L'intérêt tribal est de s'accrocher au pouvoir pour préserver ses acquis. Si les Américains l'emportent nettement, la plupart ne seront pas suicidaires. Mais si Saddam n'est pas tué rapidement, certains milieux tribaux sunnites l'accompagneront, la guerre ne leur permettant pas de maintenir une position attentiste longtemps. Je crois que les Britanniques, eux, sont beaucoup plus conscients de l'importance du facteur tribal.

Propos recueillis par Sylvain Cypel, *Le Monde*, 30 avril 2003.

Chute du régime saluée par Jacques Chirac

Le président français "se réjouit de la chute de la dictature de Saddam Hussein" et affirme que l'urgence est l'acheminement de l'aide humanitaire, un communiqué de l'Elysée. [...] Dès que possible, après la phase nécessaire de sécurisation, l'Irak doit retrouver avec la légitimité donnée par les Nations unies sa pleine souveraineté dans une région stabilisée", ajoute-t-elle. *Le Monde.fr* 10 avril, 9 h 47.

Le pauvre Chichi est complètement dans les vapes. Il croit que les Nations Unies donnent une "légitimité". Il déraile. La légitimité, la sienne comme celle d'un futur gouvernement irakien, provient du peuple. Dans leur guerre illégale, les Américains sont bien incapables de fournir une légitimité à leurs subordonnés de Baghdad. Les Nations Unies ne servent à rien. Elles ne sont même pas capables de condamner l'agression américaine en Iraq, pourtant totalement illégale et devant être condamnée, par quelque critère de droit international qu'on en juge.

PAS L'AIR CONS

Smoking gun' WMD site turns out to be pesticide

A facility near Baghdad that a US officer had claimed might finally be "smoking gun" evidence of Iraqi chemical weapons production turned out on Monday to contain **pesticide, not sarin gas** as originally thought. A military intelligence officer for the US 101st Airborne Division's aviation brigade, Captain Adam Mastrianni, told AFP that comprehensive tests on Monday determined the presence of the pesticide compounds. Initial tests had reportedly detected traces of sarin -- a powerful toxin that quickly affects the nervous system -- after US soldiers guarding the facility near Hindiyah, 100 kilometres (60 miles) south of Baghdad, became ill. Mastrianni said: "They thought it was a nerve agent. That's what it tested. But it is pesticide." He said a "theatre-level chemical testing team" made up of biologists and chemists had disproved the preliminary field tests results and established that pesticide was in fact the substance involved. Mastrianni added that the dozen sick soldiers, who had become nauseated, dizzy and developed skin blotches, had all recovered. [**Des tire-au-flanc...**] The belated correction was an **embarrassment for the US forces** in the region, who had been quick to say that they thought they had finally found the proof they have been actively looking for, that Iraq was hiding weapons of mass destruction. A spokesperson for the US army's 3rd

Infantry Division, Major Ross Coffman, had told journalists at Baghdad's airport that the site "could be a smoking gun". "We are talking about finding a site of possible weapons of mass destruction," he had added.

Agence France Presse, 7 April 2003.
Quelle guignolade !

PRIVATISATIONS

US accused of plans to loot Iraqi antiques

By Liam McDougall, Arts Correspondent

Fears that Iraq's heritage will face widespread looting at the end of the Gulf war have been heightened after a group of wealthy art dealers secured a high-level meeting with the US administration. It has emerged that a coalition of antiquities collectors and arts lawyers, calling itself the American Council for Cultural Policy (ACCP), met with US defence and state department officials prior to the start of military action to offer its assistance in preserving the country's invaluable archaeological collections. **The group is known to consist of a number of influential dealers who favour a relaxation of Iraq's tight restrictions on the ownership and export of antiquities.** Its treasurer, William Pearlstein, has described Iraq's laws as 'retentionist' and has said he would support a post-war government that would make it **easier to have antiquities dispersed to the US.** Before the Gulf war, a main strand of the ACCP's campaigning has been to persuade its government to revise the Cultural Property Implementation Act in order **to minimise efforts by foreign nations to block** the import into the US of objects, particularly antiques. News of the group's meeting with the government has alarmed scientists and archaeologists who fear the ACCP is working to a hidden agenda that will see the US authorities ease restrictions on the movement of Iraqi artefacts after a coalition victory in Iraq.

Professor Lord Renfrew of Kaimsthorn, leading Cambridge archaeologist and director of the McDonald Institute for Archaeological Research, said : 'Iraqi antiquities legislation protects Iraq. The last thing one needs is some group of dealer-connected Americans interfering. **Any change to those laws would be absolutely monstrous.**' A wave of protest has also come from the Archaeological Institute of America (AIA), which says any weakening of Iraq's strict antiquities laws would be 'disastrous'. President Patty Gerstenblith said: 'The ACCP's agenda is to encourage the collecting of antiquities through weakening the laws of archaeologically-rich nations and eliminate national ownership of antiquities to allow for easier export.' The ACCP has caused deep unease among archaeologists since its creation in 2001. Among its main members are collectors and lawyers with chequered histories in collecting valuable artefacts, including alleged exhibitions of Nazi loot. They denied accusations of attempting to change Iraq's treatment of archaeological objects. Instead, they said at the January meeting they offered 'post-war technical and financial assistance', and 'conservation support'.

Sunday Herald (UK) 06 April 2003
<<http://www.sundayherald.com/print32895>>

Ce sont les antiquaires juifs de New York, évidemment, qui veulent le "relâchement" des mesures de conservation du patrimoine historique et archéologique irakien, particulièrement sévères et efficaces, qualifiées, saluons le néologisme, de "rétentionnistes", on pouvait le constater au Musée national de Bagdad. Il a été pillé dès les premières heures de l'occupation américaine. On ne peut pas ne pas se demander si ce genre de pillage n'est pas le fait des services américains, infiltrés à Bagdad dès le début, et qui savent, eux, sur quels marchés, écouler le butin. Les pièces sont uniques et répertoriées et ne peuvent donc pas se retrouver dans les musées. Mais les antiquaires de New York fournissent les collectionneurs privés qui n'ont pas d'états d'âme quant à la provenance des pièces qui font l'objet de ce genre de pillage. On dit du mal des Nazis, mais les Américains ont pillé de fond en comble la Chine, avant 48, le Japon après 45, et le Viêt-Nam, y compris les musées d'Etat, comme le célèbre musée d'art cham de Tourane (Da-Nang). On les connaît, les officiers américains, on les a vus à l'oeuvre. Les chefs nazis étaient des enfants de choeur, à côté.

PILLAGE, ORGANISÉ PAR QUI ?

The warnings of US archaeologists about the danger to antiquities went
unheeded
Guy Gugliotta

In the months leading up to the war in Iraq, US scholars repeatedly urged the Defence Department to protect Iraq's priceless archaeological heritage from looters, and warned specifically that the National Museum of Antiquities was the single most important site in the country. Late in January, a mix of scholars, museum directors, art collectors and antiquities dealers asked for and were granted a meeting at the Pentagon to discuss their misgivings.

McGuire Gibson, an Iraq specialist at the University of Chicago's Oriental Institute, said on Sunday that he went back twice more, and he and colleagues peppered Defence Department officials with email reminders in the weeks before the war began.

"I thought I was given assurances that sites and museums would be protected," Dr Gibson said. Instead, even with US forces firmly in control of Baghdad last week, looters breached the museum, trashed its galleries, burnt its records, invaded its vaults and smashed or carried off thousands of artefacts dating from the founding of ancient Sumer around 3500 BC to the end of Islam's Abbasid Caliphate in 1258AD.

Asked on Sunday about the looting of the museum, US Defence Secretary Donald Rumsfeld blamed the chaos that ensues "when you go from a dictatorship" to a new order. [...]

The museum's artefacts are another matter. Although the damage done is almost certainly catastrophic, Dr Russell said: "It's going to be a matter of weeks or months before we're going to be able to identify any particular thing".

Washington Post, 15 avril 2003.

UNE PHOTO

Here's the truth.

First there is a photo from the BBC website showing the statue toppling. Below that is a long-shot in which you can see the whole of Fardus Square (conveniently located just opposite the Palestine Hotel where the international media are based), and the presence of at most around 200 people -- **most of them US troops** (note the tanks and armoured vehicles) and assembled journalists.

The BBC website had the honesty to say that "dozens" of Iraqis were involved, but this grain of truth was swamped by the overwhelming impression of mass joy. The radio and TV were even worse. The masses are no doubt glad to see the back of Saddam Hussein, but **this was a US Army propaganda coup, staged for the benefit of the same journalists it had bombed the day previously**, and which the British media have swallowed hook line and sinker. Shame on them.

<www.informationclearinghouse.info/article2838.htm>

RETOUR SUR HALABJA (SUITE)

Halabja: pourquoi a-t-on écarté tous les témoignages contraires?

Halabja, le gazage de civils kurdes en mars 88, a été utilisé de façon insistante pour démontrer le "caractère monstrueux" du régime irakien. Même quand les faits sont atroces, surtout quand ils sont atroces, la vigilance, l'examen critique sont de mises. Comme le montrera le chapitre consacré aux "atrocités", ce type de faits, bouleversant surtout s'il est accompagné d'images, est utilisé systématiquement pour susciter des réactions émotionnelles très fortes et faire passer en même temps un message politique.

Peut-on affirmer à 100% connaître la vérité?

Non, et aucune hypothèse ne peut être écartée en l'état actuel des informations. Mais une chose frappe: **les médias occidentaux ont systématiquement caché les informations contredisant la thèse "C'est Saddam Hussein"**. Par exemple, le rapport américain, élaboré par une commission américaine, de l'Army War College Team et celui du Département de la

Défense US affirmant qu'Halabja avait très probablement été gazée par l'armée iranienne. Cette dissimulation nous induit à penser qu'il s'agit ici d'une campagne de propagande et non d'information.

Le rapport qu'on a caché...

"On sait que les responsables américains et des diplomates occidentaux ont eu accès aux communications interceptées sur le champ de bataille. L'étude affirme que l'Iran peut avoir été le premier à tirer des obus contenant du cyanure sur Halabja, car les généraux iraniens croyaient, par erreur, que les forces irakiennes occupaient la ville.

"Il n'est pas possible de déterminer quel camp a provoqué le plus grand nombre de victimes dans la ville", a déclaré un spécialiste expérimenté du Pentagone. Mais l'affirmation iranienne du 20 mars, selon laquelle la plupart des victimes d'Halabja ont été empoisonnées par du cyanure, a été considérée comme un élément clé prouvant que l'Iran couvrait son propre usage de ce gaz, ont déclaré des responsables du Pentagone. "Nous savons que l'Irak n'utilise pas de gaz cyanure. Nous avons une très bonne connaissance des agents chimiques que les Irakiens produisent et utilisent, et nous savons ce que chacun ne fait pas. Nous sommes sûrs que l'Iran utilise le cyanure."

Source: Résumé dans le *Washington Post* du 4 mai 1990 d'un rapport du Département US de la Défense.

Sans doute, les Iraniens...

Interview du Dr Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire du Parti Démocratique Kurde d'Iran, en 1988:

La BBC vous a prêté des propos selon lesquels l'Irak aurait employé des armes chimiques?

Dr. G. J'ai démenti ces propos. Quand on m'a interrogé sur l'emploi d'armes chimiques, j'ai répondu que je condamnais l'utilisation de ces armes en général et que d'après les rapports de l'émissaire des Nations unies qui avait visité le nord de l'Irak, aucune preuve n'a été apportée. Nous-mêmes, qui sommes installés dans la région, n'avons trouvé aucune trace d'un tel emploi (...) Par ailleurs, j'ai vu le régime iranien utiliser les armes chimiques contre les Kurdes à deux reprises, la première en 1982 et la deuxième le 16 août 1987.

Pourquoi n'en a-t-on pas parlé alors?

Dr. G. Je vous le dis en toute franchise, la campagne orchestrée aux USA pour la défense des Kurdes est suspecte. Depuis dix ans que nous combattons le régime iranien, nous n'avons bénéficié d'aucune couverture médiatique.

Publiée par l'hebdomadaire arabe *Kol Al-Arab*, l'interview fut reproduite par *L'Idiot International* le 13 mars 19, mais passée sous silence par les autres médias français et belges.

Ghassemlou, leader des Kurdes iraniens en bataille avec le régime de Téhéran, a été assassiné par les services iraniens.

Extrait de **Michel Collon**, *Attention Médias -- Les médiamentonges du Golfe; Manuel anti-manipulation*, éd. EPO.

<<http://www.freeights.net/car11/halabja.htm>>

C'est un excellent livre sur la Guerre du Golfe I.

Voir aussi, écrit du point de vue des militaires américains, mais par un analyste professionnel, *The Gulf War: Secret History*, by William M. Arkin. Filled with new revelations and telling details, this 30-part series on the first Gulf War had disappeared from the Web. Now it's back

<<http://www.thememoryhole.org/war/gulf-secret.htm>>

AVENIR

Tout ce que les Amères Loiques ont trouvé pour gouverner l'Iraq, nouvelle possession de l'Empire, c'est une collection de minables, d'escrocs et de vendus aux sionistes. Ahmed Chalabi est un banquier escroc, déjà condamné à 20 ans de prison en Jordanie, très soutenu par Adolf Rumsfeld, Jay Garner, comme vice-roi est un marchand d'armes qui a fait des voyages payés par les sionistes, à qui doit s'ajouter l'ancien chef de la CIA, James Woolsey, va-t-en guerre hystérique et dangereux maniaque.

Voir *The Daily Camera*, April 9, 2003.

L'ARRIÈRE-PLAN D'UN CRIME DE GUERRE

Meet an American War Criminal

By Wayne Madsen

April 10, 2003 - Washington. In the euphoria over the U.S. conquest of Baghdad, people everywhere should be introduced to the major war criminals of the war.

Although, the Bush administration dearly wanted the Iraqis to use weapons of mass destruction to justify later claims of war crimes, no such weapons or attacks using them ever materialized. So the scene of parading Iraqi generals in front of tribunals may not have much of a legal basis.

Instead, the world witnessed a different kind of atrocity. US tanks opened fire on foreign TV and wire service offices that were already identified as "no fire" zones by the US Central Command. It did not matter. Tanks belonging to the US Army's Third Infantry Division destroyed media offices and killed and injured a number of journalists.

The man who ordered his tanks to open fire on the Baghdad offices of Al Jazeera, Abu Dhabi TV, and Reuters is Major General Buford "Buff" Blount III. Like his three bosses, General Tommy Franks, General Richard Myers, and George W. Bush, Blount is a native of Texas. After the war is over, Blount will return amid ruffles and flourishes to accolades from Bush administration officials and a dotting media. It must never be forgotten what crimes Blount perpetrated on April 8 in Baghdad.

We should all know what kind of person Blount is. He is the top military officer in the Savannah, Georgia, region. His command includes Fort Stewart and Hunter Army Airfield. Blount is a 1971 graduate of the University of Southern Mississippi, the Hattiesburg college that did not integrate its student body until 1965, three years before Blount enrolled as a student and three years after the University of Mississippi was forced to admit its first black student. Blount's wife, Anita Barr, is also a native Mississippian. Hailing from Collins, Mississippi, she graduated from the University of Southern Mississippi in 1970. "Buff" and Anita, who is a school teacher, have two children.

The Third Infantry Division commander comes from a politically-connected family. His father, Buford Blount II, is a former Air Force colonel who was once the deputy commander of Keesler Air Force Base, and is now mayor of Bassfield, Mississippi. General Blount's sister, Lisa, told the Jackson *Clarion Ledger* that she was worried about the lives of her brother's troops, however, the story made no mention of any concern for the lives of the civilians which they encountered. General Blount's uncle was also an Army general. He was Major General Dr. Robert E. Blount, who after his Army career became dean of the University of Mississippi Medical Center in Jackson.

Blount must have had a certain disdain for *Al Jazeera*, the independent Arab satellite news network that has been the bane of the Saudi Royal Family. Before assuming command of the Third Infantry Division, Blount was the program manager for the Saudi National Guard. Unlike the US National Guard, the Saudi Guardsmen are the shock troops for the Saudi royals. They are every much as committed to the Saudi princes as Iraq's Republican Guards were committed to Saddam Hussein. Blount undoubtedly sympathized with his Saudi benefactors when they disparaged *Al Jazeera* and its Qatari financial backers. There have been a number of heated exchanges between Saudi Crown Prince Abdullah and Qatar's Emir Hamad bin Khalifa al Thani over the coverage of the Saudis by *Al Jazeera*.

Blount probably did not have to think twice about teaching *Al Jazeera* a lesson on behalf of his Saudi friends. For at the same time Blount lorded over the Saudi National Guard, he was also a top military adviser to Abdullah. Blount's connections to the Saudis and his disregard for the safety of *Al Jazeera* journalists may appear to be highly unprofessional. However, in considering that officers like Blount are merely modern-day mercenaries, acting on behalf of corrupt royal regimes, oil company interests, and neo-conservative political operatives, his actions in Baghdad are very understandable, painfully so.

So when the parades are held on behalf of Blount in Hinesville, Georgia, the bedroom community of Savannah that sits outside of Fort Stewart's front gate, the local *Hinesville Coastal Courier*, in covering the military homecoming, should remember that General Blount is, as far the international press and the maimed civilians of Iraq are concerned, the real "Butcher of Baghdad."

Wayne Madsen is a Washington insider formerly working in U.S. intelligence and military circles.
Retransmis par MER, Washington, 11 avril 2003.

SALUT ET MERCI

**Final Report: Uncensored Info on Iraq War from the Russian GRU:
RAMZAJ DISCONTINUES OPERATION**

8 avril 2003

Events of the last 2 days have made further work of Ramzaj group in its current format **impossible**.

With the [Russian] embassy personnel and journalists having left Iraq and most of Iraqi information services evacuated from Baghdad, analysis of the situation in Baghdad and Iraq as a whole becomes ineffective.

The quickly changing course of street fights leaves any informational updates far behind. Direct TV broadcasts are far more evident than any analytics. At the same time, we do not have the right to reveal classified, "top secret" information. Apart from that, our actions meet **increasing opposition from the official quarts** and in fact are turning into confrontation the outcome of which is not difficult to forecast. Therefore we have to discontinue our work and thank everybody for taking part in the project.

In conclusion we would like to say:

All the "updates" came out from a compact group formed a few years ago in the framework of a special service. The group used to work for the government for a long time but **all its members have left the service** and now act as an independent analytical group that has kept some capabilities. This gives an answer to the most common question – about the sources of our information.

We participated in the ongoing events on a "non-profit" basis and had no object other than to stand the US-British informational blockade of the war in Iraq.

Our updates were not genuine materials from any of Russian or other special services, but rather an "intellectual product" of the group itself, product of its operative, informational and analytical abilities. But compiling the updates we used materials available from our friends from special information structures. The very form "operativnaya informatsiya" never claimed to be "military information updates" but served as additional data for self-dependent analysis.

The main goal of the project was to present intelligible military analytics on the war in Iraq, which is currently missing, to the informational space. We had both success and obvious fails along the way.

We are grateful to the <iraqwar.ru> and <forum.vif2.ru> administration that took the risk and burden of working with us and we understand how many problems they have to endure because of that. With all responsibility we state that no messages, letters, appeals and other materials, apart from the daily "updates" on <iraqwar.ru> and <forum.vif2.ru> were made by Ramzaj group and any other statement in our name is nothing but mystification.

The author with the nickname "Kondor" is the only authorized source of information about the group and its "official contact person". In cases of uncertainty or "nickname cloning" authentication is possible using his personal photo that supplements one of images published on iraqwar.ru and comes as its logical continuation.

With unflinching respect to all of you,
Ramzaj.

Salut, merci encore, zdravo, on se reverra.

L'APPÉTIT VIENT EN MANGEANT

Neo-cons' want Syrian "Regime change"

Joseph Millis

A group of Bush Administration hawks, many of them Jewish, has begun openly portraying Syria as the next candidate for "régime change" in the Middle East -- though making clear they

do not envisage Iraq-style US military intervention.

Widely described in Washington political and media circles as the the "Neo-conservatives" -- "Neo-cons," for short -- the group includes deputy Secretary of Defence Paul Wolfowitz and Richard Perle, a close adviser to Defence Secretary Donald Rumsfeld. Among other leading lights are William Kristol, editor of the right-wing *Weekly Standard*, who is close to Vice-President Dick Cheney, and the syndicated columnist Charles Krauthammer.

Speaking on NBC's "Meet the Press" at the weekend, Mr Wolfowitz reiterated US allegations that the régime of Syrian President Bashar al-Assad had been allowing military equipment and fighters into Iraq to support its fight against US and British forces. "There's got to be a change in Syria," he said. "The Syrians need to know... they'll be held accountable."

Emphasising what he saw as the longer-term impact of the defeat of Saddam Hussein's régime, he said: "I think a lot of countries, including Syria, will eventually get the message... that it's much better to come to terms peacefully with the international community, to not acquire weapons of mass destruction, not use terrorism as an instrument of policy."

Mr Perle said in an interview this week: **"You can arrive at Damascus and ask a taxi driver to take you to one of several terrorist organisations."**

But on the issue of possible US military action, he added: "There are different ways to get people to change, and I hope the example of Iraq after Afghanistan will prove persuasive... There are things we can do and there are things we can't do, and we're not going to make war on the world for democracy..."

"We should be using all the instruments of US influence to accomplish that purpose, and most of those instruments are not military."

Some in the Bush Administration were explicitly playing down the prospect of direct US action against Damascus -- and of possible links between the Syrians and Saddam Hussein.

General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said there was **"no evidence"** to support recent allegations by Israeli leaders -- and some US intelligence officials -- which suggested Iraq might have moved weapons of mass destruction across the border into Syria.

In the escalating media debate accompanying the Iraq war, among leading counterweights to the "Neo-cons" has been *New York Times* columnist Thomas Friedman. Although he was not opposed to the war in Iraq, he has voiced fears that Washington might get bogged down in the aftermath of the conflict if it follows the neo-conservatives' lead. He told the Israeli daily *Ha'aretz*: "Democracies look soft until they're threatened. When threatened, they become very hard. The Iraq war is a kind of Jenin on a huge scale."

"In Jenin, too, what happened was that the Israelis told the Palestinians: 'We left you here alone and you played with matches until suddenly you blew up a seder in Netanya. Therefore we are not going to leave you alone any longer. We will go from house to house...'"

"From America's point of view, Saddam's Iraq is Jenin. This war is a defensive shield. [But] it follows that the danger is the same: that like Israel, America will make the mistake of using only force."

Jewish Chronicle, London April 11, 2003

<http://thejc.com/news.asp?Page=3&Type=4&Record=20976>

BUSH = SADDAM

Premiers slogans anti-américains à Bagdad

Plusieurs dizaines d'Irakiens, rassemblés devant des troupes américaines dans le centre de Bagdad, ont scandé dimanche des slogans anti-américains, pour la première fois depuis la chute de la ville mercredi, a constaté un journaliste de l'AFP. Exaspérés par les pillages et l'insécurité dans la capitale, ce groupe d'Irakiens s'est rassemblé place Al-Ferdaous où les troupes américaines sont présentes en force devant l'hôtel Palestine abritant les journalistes étrangers. "Il y a un seul Dieu et l'Amérique est l'ennemi de Dieu", "Nous sacrifions notre âme et notre sang pour l'Irak", scandaient-ils. "Bush=Saddam", pouvait-on lire sur une pancarte qu'ils brandissaient. "Nous venons de toutes les régions d'Irak pour dire aux Américains que ce sont eux qui ont installé Saddam au pouvoir et aujourd'hui ils vont nous faire diriger par d'autres dont nous ne voulons pas", a affirmé l'un des manifestants à l'AFP. 13 avril 2003. *Le Monde*

MERDE AUX AMÉRICAINS

Des milliers de manifestants à Nassiriyah contre une réunion de l'opposition

Nassiriyah (Irak) (AFP) - Des milliers d'Irakiens, majoritairement chiites, ont manifesté mardi à Nassiriyah (sud) pour dénoncer une réunion de l'opposition appelée à envisager une nouvelle autorité civile en Irak après la chute du régime de Saddam Hussein.

"Oui, oui à la liberté !", "Oui, oui à l'islam !", "Non à l'Amérique, non à Saddam !", répétait en chœur la foule, rassemblée dans le centre-ville.

Emmenés par des dignitaires religieux, les protestataires, quelque 20.000 selon des journalistes, ont arboré des banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment "Nous demandons que notre voix soit celle de la Hawza (école)" religieuse des chiites à Najaf (sud de Bagdad).

"Les forces populaires et religieuses qui organisent cette manifestation estiment que la Hawza à Najaf est l'unique représentant du peuple irakien, qui est à 80% chiite", a affirmé à l'AFP Warrad Nassrallah, l'un des imams qui dirigeaient la manifestation.

La proportion de chiites en Irak est d'environ 65%, selon des statistiques non officielles et généralement admises.

"C'est à la Hawza, et non aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, de choisir les représentants du peuple", a ajouté le dignitaire, entouré de jeunes, dont certains, brandissant des exemplaires du Coran, chantaient des slogans hostiles à la réunion de Nassiriyah.

"Notre manifestation est une réplique à la réunion de Nassiriyah, qui se tient sous les auspices des Etats-Unis", a déclaré à l'AFP l'un des manifestants.

Des portraits de Mohammad Sadeq Al-Sadr, un dignitaire chiite assassiné en 1999, probablement par le régime de Saddam Hussein, étaient présents dans la manifestation.

"La Hawza de Najaf est notre représentant légitime" et toutes les décisions que prendront les personnalités de l'opposition réunies à Nassiriyah "ne nous engagent en rien", ont annoncé les protestataires dans un communiqué lu lors d'un rassemblement devant le siège en ruines du parti Baas, au pouvoir en Irak jusqu'à la chute du régime de Saddam Hussein le 9 avril.

Si les demandes des chiites ne sont pas prises en compte, "il en résultera que le régime tyrannique (de Saddam Hussein) sera remplacé par un autre régime aussi tyrannique", ont averti les manifestants dans leur document.

"Nous demandons le départ des forces américaines et britanniques. Elles nous ont libérés de Saddam et leur mission est terminée", a déclaré à l'AFP Ihsan Mohamed, responsable de la fédération des ingénieurs de la région.

Ils massacrent la foule

Mossoul (Irak) (AFP) - Les forces américaines ont ouvert le feu mardi à Mossoul (nord de l'Irak) faisant au moins dix morts et plusieurs dizaines de blessés dans une foule hostile, selon plusieurs témoins, alors que l'opposition irakienne devait se réunir pour la première fois à Nassiriyah.

Au 27ème jour de la guerre en Irak, à Mossoul, la grande cité pétrolière du nord de l'Irak, des militaires américains auraient tiré sur une foule hostile au nouveau gouverneur de la ville, Mashan al-Guburi, qui faisait un discours favorable aux Etats-Unis sur la place du gouvernement, selon des témoins.

"Il y a peut-être cent blessés, 10 à 12 morts", a déclaré à l'AFP le docteur Ayad Al-Ramadhani, médecin aux urgences de l'hôpital de la ville.

Une journaliste de l'AFP a pu voir le siège du gouvernement déserté et une voiture détruite ainsi que des ambulances transporter des blessés à l'hôpital, tandis qu'un avion américain survolait la ville à très basse altitude.

AFP 15 avril 2003.

4/ Le piège afghan

APRÈS LES RUSSES, LES RAMBOS

Les talibans sont de retour dans le sud-est de l'Afghanistan

Kandahar de notre envoyée spéciale. Les bombardements américains sur l'Irak et le meurtre de sang-froid de Ricardo Munguia, un délégué expatrié du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), ont jeté le trouble dans la communauté humanitaire internationale. Plusieurs ONG (organisations non gouvernementales) ont déjà réduit ou retiré complètement leur personnel étranger de Kandahar. Si la menace dans cette région, berceau du mouvement taliban, existait depuis un certain temps et que des tracts déclarant le djihad ("guerre sainte") contre les étrangers étaient largement distribués à Kandahar, le fait que le CICR - l'une des rares organisations humanitaires incontestées en Afghanistan - ait été touché souligne, à l'adresse de tous, que **nul n'est à l'abri**. Le CICR n'a en effet pratiquement jamais abandonné le terrain durant les 23 ans de guerre. "Nous examinons notre sécurité avec un regard nouveau", affirme John Oerum, le chef de la sécurité des Nations unies pour la région sud-est de l'Afghanistan. L'ONU n'a pas réduit son personnel international, mais les missions en dehors de Kandahar sont pour l'instant suspendues dans l'attente d'une réévaluation de la situation.

Médecins sans frontières, Oxfam, Action contre la faim, pour ne prendre que quelques exemples, ont envoyé leurs personnels expatriés à Hérat ou à Kaboul, sans date annoncée de retour. Les opérations du CICR dans tout l'Afghanistan sont toujours suspendues. Les étrangers présents gardent un profil bas, et peu sont visibles dans les rues ou restaurants.

La résurgence de groupes talibans réorganisés au Pakistan voisin, couplée au déclenchement de la guerre contre l'Irak, prétexte idéal pour les extrémistes islamistes, fait craindre à tous une montée des incidents impliquant des étrangers. Selon un témoin du meurtre du délégué du CICR, Abdul Salam Jan, les hommes armés qui ont tué de vingt balles de kalachnikov Ricardo Munguia ont déclaré être des talibans. Ils se sont même réclamés du nom d'un commandant taliban connu, le mollah Dadullah. L'ordre de tuer "l'étranger" aurait été donné par téléphone satellitaire. Il était accompagné d'un avertissement aux Afghans de ne pas collaborer avec des *kafir* ("infidèles"). Abdul Salam est un militaire. Il circulait dans une voiture du gouvernement lorsqu'il a été interpellé par les tueurs. Finalement libéré après quatre heures d'angoisse, il a reçu un avertissement ferme : "Vous travaillez avec les kafir. Vous êtes les esclaves de Karzaï -- le président afghan --, et Karzaï est l'esclave des Etats-Unis. Aujourd'hui, parce que vous êtes afghan, on ne vous donne qu'un avertissement, mais la prochaine fois on vous tue."

Opérations de recherche

Un responsable religieux proche du président Hamid Karzaï, le mollah Jailani, a été assassiné, jeudi 3 avril, près de son village de De Rawud (à 100 km au nord de Kandahar), par un petit groupe d'inconnus armés qui ont réussi à s'enfuir. Les assassins ont également tué le neveu de ce dignitaire religieux âgé de 60 ans, qui avait accueilli M. Karzaï à son retour d'exil fin 2001 et qui avait joué, à l'époque, un rôle important dans la lutte contre les talibans.

"Le but est de ne pas abandonner le sud" du pays, affirme toutefois John Oerum. "Car si on le fait, les tueurs auront gagné, et nous ne voulons pas qu'ils gagnent", dit-il. A la suite de ce meurtre, et avec l'aide de soldats américains "pour coordonner l'appui aérien", les autorités ont lancé deux opérations de recherche des talibans, d'abord au nord de Kandahar dans la région montagneuse de Shawali Kot, ensuite au sud, non loin de Spin Boldak. Elles ont abouti à l'arrestation d'une cinquantaine de personnes. Chef de la police de Kandahar, le général Mohammad Akram reconnaît que la tâche est difficile. **"Lorsque nous envoyons nos soldats dans la montagne, les talibans disparaissent, et, quand nous partons, ils reviennent"**, explique-t-il.

Pour répondre aux inquiétudes des ONG, le général affirme qu'il étudie trois mesures de nature à renforcer la sécurité. "Nous envisageons, d'une part, de déployer dans chaque district 50 soldats aux côtés des policiers, et, d'autre part, de multiplier les points de contrôle sur les routes", dit-il pour les deux premières. Ces mesures apparaissent toutefois d'autant plus limitées que le général, qui a déjà perdu la moitié de ses effectifs faute de pouvoir les payer, reconnaît volontiers qu'il **n'a aucun moyen, c'est-à-dire ni véhicules, ni appareils de**

communications, ni argent.

La troisième mesure entrée en vigueur ces derniers jours a été la fin de la mansuétude officielle à l'égard des talibans. "Nous les avions prévenus de rester tranquilles et que nous les avions à l'oeil, affirme le général Akram; mais, après trois mois d'observation, on a vu que certains demeuraient actifs et l'on a arrêté une cinquantaine de personnes qui distribuaient des tracts, servaient de liaison avec les chefs restés au Pakistan et posaient des mines."

L'élément positif, pour le général Akram, reste la collaboration des habitants avec la police. "Jeudi, grâce à la collaboration des gens, nous avons découvert six roquettes prêtes à être tirées. Mais, insiste-t-il, le gouvernement doit fournir du travail à la population." Près de 18 mois après la chute des talibans, chacun attend toujours le nouvel Afghanistan "promis" par le président Bush.

Françoise Chipaux, *Le Monde*, 6 avril 2003.

US bomb kills Afghan civilians

A US Harrier jet dropped a 1,000 pound bomb

The US military in Afghanistan says it has killed 11 Afghan civilians by mistake in an air attack.

The deaths occurred when "a bomb dropped by coalition aircraft landed on a house... near the Pakistan border," a statement issued the US air base at Bagram said. The statement said US planes had been responding to **an attack by unnamed enemy forces** on the outskirts of the town of Shkin. US-led forces have launched a number of operations in recent weeks against members of the former Taleban regime and remnants of Osama bin Laden's al-Qaeda network.

'Tragic accident'

The eleven dead civilians comprised seven men and four women, the statement said. Another civilian was wounded. "The tragic incident occurred when enemy forces attacked an Afghan military post checkpoint that was providing security near the Shkin firebase just before midnight last night," the statement said. Two Harrier AV-8 jets then targeted two groups of enemy fighters. One of the jets dropped a 1,000 pound laser-guided bomb. "The bomb missed its intended target and landed on the house. The circumstances of the bombing are being investigated," the US statement said. "Coalition forces never intentionally target civilian locations." According to the statement, four Afghan Government soldiers were wounded in the enemy attack.

Earlier this week, the US said its troops had come under attack near Shkin, which is in the province of Paktika. Correspondents say there has been **growing resentment in southern Afghanistan as civilians have been caught up in a number of US-led security operations.**

'Inaccurate information'

The issue of civilian casualties has caused controversy since the US launched its successful campaign to dislodge the former Taleban regime from control of Afghanistan. In February local people in the province of Helmand said 17 people were killed when the US bombed a suspected Taleban base. The US denied there had been fatalities. Last July the *New York Times* published a report by an American aid group that said US air strikes had killed more than 800 civilians. The aid group, Global Exchange, said the Pentagon relied on inaccurate or misleading information and preferred air strikes to ground operations that might put US forces at risk. But a spokesman for President Hamid Karzai told the BBC civilian casualties were below 500. In the most serious incident, the Afghan Government said 48 civilians -- mostly women and children -- were killed and 117 injured when a US AC-130 plane opened fire on a wedding party. A US investigation concluded that the air crew were justified in attacking because they had come under fire.

BBC News, 9 avril 2003.

http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/2931297.stm

5/ Les Mystères de New York

UN INCRÉDULE

German Lawyer challenges '11 September 2001 Lie'!

After publicly commenting on German television about the 11 September 2001 alleged terrorist attacks, a German public prosecutor in Hamburg charged Horst Mahler with 'Billigung einer Staffat' - condoning a criminal act. Mahler at that time had accepted the official US White House conspiracy theory, that Saudi Arabian terrorists had crashed planes into the WTC and the Pentagon, and he said words to the effect that the US deserved this.

I am not certain whether Mahler rested his statement on Noam Chomsky's statement wherein Chomsky claimed that the USA is the most violent society on earth.

Mahler has now revised his views, especially on the Pentagon crash conspiracy theory, and now he will attempt to set out the French argument that no plane crashed into the Pentagon, nor into the WTC. He will thus present an alternative conspiracy theory to the official conspiracy theory and claim that it was not Saudi Arabian terrorists but Israel's Mossad and US spy agencies who were responsible for the 11 September tragedy.

In a German court it is difficult to defend yourself against any allegation because the concept of **judicial notice** may be invoked. This means that the matter is beyond dispute, and open debate becomes superfluous because it is now common knowledge that it was Arab terrorists who did the terrorist attacks. The same argument is used to block an open enquiry on matters Holocaust, as Revisionists well know when they wish to defend themselves in a German court when they are brought there because of their claim that homicidal gassings and the extermination of Jews during WWII are a fabrication.

6 / Le ROW

LE BON VIEUX COLONIALISME

La nouvelle n'a pas fait la une des journaux. Pourtant elle mérite un instant de réflexion. Le président Aristide de Haïti a réclamé, le 7 avril, à la France, le remboursement de ce qu'elle avait extorqué, au XIXe siècle, comme paiement en échange de la reconnaissance de l'île. En effet, grâce au soulèvement prodigieux de ses travailleurs esclaves, la population de la colonie française de Haïti avait profité de la Révolution française pour réclamer et obtenir l'indépendance. Le sort tragique de Toussaint-Louverture, d'abord victorieux et ensuite vaincu et ramené en France par l'infâme Napoléon, qui le fit mourir dans le fort de Besançon, est connu, surtout par quelques beaux livres, en particulier celui d'Aimé Césaire. Les Français, qui avaient le front de se voir comme les propriétaires du pays comme ils l'étaient des esclaves, imposèrent à Haïti, une énorme contribution financière que cette malheureuse population, dépourvue de grandes ressources naturelles, **a payé pendant un siècle**. Cet ignoble prélèvement n'est pas pour rien dans la misère qui règne encore dans ce petit canton des Antilles.

Titide réclame aujourd'hui que la France rembourse. Il estime le montant à la somme dérisoire de 21,7 milliards de dollars, même pas une semaine des activités touristiques de l'armée américaine en Iraq. On peut craindre que cet argent, s'il était versé, ne profite guère aux miséreux que le pays produit en abondance. Mais que dira le gouvernement français pour refuser de rendre le produit de l'extorsion ?

LES NEO-CONS SONT PRESQUE TOUS JUIFS, DE NEW-YORK !

Yes, neoconservatism is Jewish. The history is quite straightforward: Norman Podhoretz and Irving Kristol, the Jewish editors of a pair of liberal-to-left magazines, began moving politically to the right in the 1960s, carried their magazines and their readerships with them, and eventually

articulated their new positions in Republican terms. The two magazines, Podhoretz's liberal *Commentary* and Kristol's leftist *Dissent*, also shared a family tie; Milton Himmelfarb, *Commentary*'s long-time contributing editor, was the brother of the historian Gertrude Himmelfarb, Irving Kristol's wife.

And when Podhoretz and Kristol moved to the right, much of their motivation was a matter of Jewish interest -- specifically, New York Jewish interest. An essay Podhoretz published in *Commentary*, "My Negro Problem -- And Ours," was one of the most important white contributions to the civil rights movement, but by the late 1960s the modus vivendi between New York's African Americans and New York's Jews was breaking down. There was a controversy about the location of a low-rent housing project; there was an antisemitic response in black neighborhoods and on black radio to a strike by New York's mostly Jewish teachers; there was the incident at the Metropolitan Opera described in Tom Wolfe's essay "Radical Chic." Outside New York none of this may have seemed a matter of lasting consequence, but the original neoconservatives were (so far as I am aware) New Yorkers to a man or woman.

Thirty-five years later, one national consequence of that provincialism is the strange, one-sided love affair between neoconservatism and the Evangelical Right. The neocons know with their heads that in some parts of the United States -- for instance, everywhere except New York -- the schools don't close for Jewish holidays, and the Jewish kids who attend those schools in the Bible Belt are not at all in an enviable position. But the neocons are nonchalant about such things for a specific historical reason: the leaders of the movement aren't just Jews but New York Jews, holding a New York Jewish culture in common and blinded by that culture to what is obvious everywhere else.

Jonathan Morse

Wed, 9 Apr 2003 04:27:35 -1000

H-ANTISEMITISM@H-NET.MSU.EDU

Il est assez drôle de penser qu'il fut un temps où Serge Thion écrivait dans *Dissent*. Il y a presque 25 ans... chez les proto-néo-cons... quand les gens de droite étaient encore de gauche... Quel monde !

VERT POMME

Michel Dakar écrit à Aurélie Filippetti, porte-parole de Verts parisiens qui s'est dangereusement exposée par les marques d'un sionisme brûlant dans Libération du 20-30 mars. Il dit notamment:

"Vous écrivez dans "Libération": "Le sionisme est le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, c'est tout". Non, Madame, c'est le droit du plus fort, et ce "droit" cessera un jour d'exister, comme disparaîtra un jour le sionisme, et que les bandits sionistes rendront leur butin et seront jugés. Au droit du plus fort sera substitué celui d'un ordre durable, sans vainqueur ni vaincu, sans gagnant ni perdant. Cela signifie que les Juifs et les Arabes cohabiteront en Palestine, au sein d'une même communauté, rejetant toute discrimination et toute entreprise mortifère, c'est à dire les sionistes. Hors cette justice élémentaire, il n'y aura jamais ni trêve ni paix. L'Etat d'Israël et la tyrannie mondiale occidentale, que dirige les USA, tyrannie qui seule permet à l'Etat d'Israël d'exister, ne sont que des dessins éphémères, tracés avec de l'eau, sur du sable.

Comme vous continuez en affirmant: "Que des Sharon en donnent une définition impérialiste et colonialiste, cela ne remet pas en cause la légitimité, et la nécessité d'Israël". Mais Sharon n'est qu'un banal sioniste parmi les autres. Son personnage ne dérange, que parce qu'il dévoile involontairement la réalité que cherchent normalement à dissimuler les sionistes. Les sionistes comme Sharon ou comme Pérès, un "modéré", ont le même fond. Ils collaborent d'ailleurs, depuis toujours, se complétant l'un et l'autre.

Et encore, que signifie "la nécessité", pour Israël d'exister ? Laissez donc les Juifs là où ils vivent. Ce sont les responsables sionistes qui activent l'antisémitisme et tout à la fois le dénoncent, et tentent d'imposer à tous les Juifs l'idéologie totalitaire sioniste. Ils font cela pour provoquer la haine envers les Juifs, afin de maintenir leur emprise sur eux, et contraindre une part d'entre eux à l'exil en Palestine. En réalité, l'antisémitisme tend à devenir marginal, sauf pour ceux dont l'intérêt est non seulement qu'il perdure, mais qu'il s'amplifie."

Voir le texte complet de la lettre sur le site

<<http://www.equidence.org>> Cherchez dans "Nouveau".

SAVEZ VOUS ? DO YOU KNOW ? CZY WIECIE ?

Savez vous que 101 Palestiniens ont été tués par les militaires israéliens au mois de mars 2003, dont 26 enfants ? Il y a eu en plus 638 blessés qui ont survécu.

Savez vous que 4 Jeunes Tchèques se sont immolés par le feu dans le courant du mois de

mars pour protester contre l'attaque de l'Irak par les USA ?

Réfléchissons !

Ces meurtres en Palestine ont lieu maintenant, quand le monde a les regards tournés vers la "normalisation", la mise en conformité, en cours à Bagdad

Rappelons nous !

Les torrents de larmes que les grands médias ont versé sur ce malheureux Jan Palach qui s'était immolé pour protester contre la "normalisation" en Tchécoslovaquie. Et constatez les brefs entrefilets, tout au plus, dans les médias contre ces quatre Tchèques qui se sont successivement immolés contre la normalisation du monde entier en cours via Bagdad. L'un de ces Tchèques s'est d'ailleurs immolé à un mètre du petit monument à Jan Palach.

Comparons et réfléchissons ! Non décidément, aux yeux des puissants, les morts n'ont pas tous la même valeur. Il y a ceux qu'on utilise et il y a ceux qu'on ignore.

Rappelez vous ces faits et faites le savoir autour de vous !

DÉMOLISSONS L'AMÉRIQUE A COUPS DE MARTEAUX

L'activiste de Trident Ploughshares, Ulla Roder, a mis hors d'état de nuire un Tornado de la Royal Air Force

Ulla Roder d'Odense au Danemark vit actuellement en Ecosse. Elle est entrée sur la base militaire de Fife, a repéré un avion sans surveillance, a pris son marteau et a endommagé l'habitacle, les ailes, les ogives, le fuselage... Quand son travail fut fini, elle s'est assise et a attendu les gens de la sécurité. Elle était calme et détendue quand la police est arrivée. Ulla a déclaré être très heureuse à l'idée que cet avion ne lâcherait pas des bombes sur les habitants innocents d'Irak.

Actuellement, la charge qui pèse contre elle est celle de dégâts criminels. On ne connaîtra pas le montant des dégâts avant que l'enquête soit terminée, mais il serait estimé à un million de £. Un porte parole de l'association Trident Ploughshares a déclaré : "L'action d'Ulla donne la pêche au mouvement anti-guerre et inspirera d'autres actes paisibles et non-violents contre la machine de guerre de Tony Blair."

<media@tridentploughshares.org> <<http://www.tridentploughshares.org>>

LES MERCENAIRES

Après l'Etat des faux-juifs, voici l'armée des faux-Américains

L'armée américaine est composée de mercenaires. Après la fin de la guerre du Viêt-Nam, l'institution militaire, complètement discréditée, a abandonné la conscription, à laquelle, d'ailleurs, les riches et les puissants pouvaient facilement échapper, comme les Clinton, Bush et autre trouillards qui préfèrent toujours envoyer les autres au casse-pipe en restant au chaud à la maison.

A l'époque, les troupes combattantes étaient formées à 50% de jeunes Noirs des banlieues chaudes. Ils connaissaient la bagarre et l'armée leur offrait un exutoire.

Aujourd'hui, comme on recrute de vrais mercenaires, on vise le milieu des jeunes sans travail, principalement des émigrés, plus ou moins clandestins, qui n'ont rien à bouffer. Résultat, 15.000 soldats envoyés en Irak n'ont pas la nationalité américaine. Ce sont des Latinos, pour une bonne part, la majorité étant mexicaine. Ceux qui auront servi assez longtemps auront la nationalité. C'est ce qu'on leur dit, en tout cas. Pour compléter on recrute des femmes et des Noirs. En faisant briller la perspective d'une petite formation professionnelle. C'est classique.

D'où cette dépêche:

Le cardinal Roger Mahony, archevêque de Los Angeles, a demandé ces jours-ci au président Bush de naturaliser immédiatement tous les immigrants partis combattre en Irak sans attendre qu'ils ne meurent dans cette guerre. Le fond de l'affaire est simple: parmi les militaires envoyés en Irak par les Etats-Unis, 15.000 sont d'origine latino-américaine et n'ont pas la citoyenneté américaine, ne disposant que d'un permis de séjour. Ils recevront la citoyenneté américaine de façon posthume, s'ils sont morts au combat...

NUREMBERG ? EUH, NON MERCI !

La justice dans l'après-guerre, une des nombreuses questions encore sans réponse

Les Etats-Unis n'ont pas la légitimité nécessaire pour monter un "procès de Nuremberg" à l'irakienne.

par **Claire Tréan**

[...] Le département d'Etat américain et le département de la justice ont organisé il y a quelques jours, à Washington, avec une trentaine de juristes irakiens en exil, un séminaire sur la justice dans l'après-Saddam. L'administration Bush examine actuellement les différentes options possibles. L'ambassadeur américain chargé du dossier des crimes de guerre, Pierre Richard Prosper, a indiqué lundi que "pour les exactions actuelles" une instance internationale n'est "pas nécessaire". Il a laissé entendre que, pour les crimes commis précédemment par le régime, l'administration Bush penchait pour l'exercice de la justice par les Irakiens eux-mêmes. "Nous travaillerons avec les Irakiens pour mettre en oeuvre un processus sous direction irakienne qui apportera la justice pour les exactions des années passées", a-t-il dit. Le débat ne semble toutefois pas définitivement tranché à Washington.

Comme l'a fait Pierre Richard Prosper, il faut distinguer entre les crimes de guerre dont les forces irakiennes se rendraient actuellement coupables contre la coalition et les violations des droits de l'homme commises antérieurement par le régime de Saddam Hussein. **[Et les crimes de guerre commis par la Coalition ?]**

Les Américains - le Pentagone en tout cas - seront tentés de rendre justice eux-mêmes pour les premiers. M. Prosper a indiqué qu'ils se préparaient à poursuivre de nombreux suspects pour diverses violations du droit de la guerre: l'utilisation de boucliers humains, le fait de combattre en tenue civile, de se servir d'ambulances pour transporter des combattants, de maltraiter des prisonniers, **[Et Guantanamo ?]** ou d'en avoir exécuté.

David Scheffer, prédécesseur de M. Prosper dans l'administration Clinton, a estimé dans le *Washington Post* du 26 mars que si les Etats-Unis entendaient mettre sur pied des tribunaux militaires pour juger les auteurs de ces crimes de guerre, "ils seraient bien inspirés d'y faire participer, comme juges et procureurs, des Britanniques, des Australiens et d'autres, si possible aussi **des Arabes**", afin d'asseoir **un peu mieux leur crédibilité**. L'une des questions qui se poseraient à de tels tribunaux serait l'ampleur des poursuites: qui juger, jusqu'à quel niveau de responsabilité hiérarchique ? Cela n'aurait de sens, estime M. Scheffer, que pour des combattants irakiens "de rang moyen ou bas" qui pourront être identifiés comme auteurs de crimes commis directement contre les forces de la coalition. Remonter trop haut dans la chaîne hiérarchique, ce serait empiéter sur le procès du régime, **qui ne saurait en aucun cas** à ses yeux, être conduit par des tribunaux américains, militaires ou civils.

Quant aux atrocités commises pendant plus de vingt ans par le régime, **dont certaines méritent les qualifications de génocide et de crimes contre l'humanité**, George Bush a promis qu'elles seraient jugées, sans préciser par qui. La Cour pénale internationale en cours d'installation à La Haye ne peut être concernée, indépendamment même de l'hostilité que lui vouent les Etats-Unis. Elle n'est compétente que pour les crimes commis après le 1er juillet 2002. Les ONG -- dont certaines comme Human Rights Watch, la FIDH, Amnesty International ou Indict travaillent depuis de longues années à instruire le dossier du régime irakien -- souhaitent néanmoins que s'exerce une justice internationale en raison de la gravité et de l'ampleur des atrocités commises. Elles plaident pour la création par l'ONU d'un tribunal international *ad hoc*, du type de ceux qui furent créés pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, ou au moins pour un tribunal mixte qui serait composé d'experts internationaux et irakiens.

L'administration Bush ne semble pas se diriger dans cette voie. **Certains de ses membres ont joué de temps à autre avec l'idée d'une sorte de "Nuremberg"** appliqué à l'Irak, un tribunal des vainqueurs. **Ils le font moins. La légitimité des Américains sera déjà contestée lorsqu'ils voudront juger les crimes de guerre dont leurs propres soldats auront été victimes, tout en prétendant à l'impunité totale pour eux-mêmes ; on leur renverra la responsabilité de "l'agression", l'"illégalité" du déclenchement de la guerre et celle de certains bombardements de cibles civiles, etc.**

Mais cette légitimité leur serait encore plus massivement déniée, en Irak même, s'ils envisageaient de juger eux-mêmes les crimes perpétrés contre le peuple irakien par un régime **qu'ils ont longtemps toléré et, en certaines périodes, soutenu.**

Comme pour d'autres aspects de l'après-guerre, Washington utilise actuellement un langage **mi-chèvre mi-chou**, consistant à dire qu'il reviendra aux Irakiens eux-mêmes de faire le procès

de l'ancien régime et qu'on va les y aider. [...]
Le Monde, 10 avril 2003.

NN

En ligne, le génial roman de Herman Melville, *Typee*. Les Iles Marquises... Il s'est débrouillé, lui, pour ne pas y mourir.
<http://www.elibron.com/english/order/read.phtml?msg_id=113836&x=54&y=4>

Témoignages de l'humanisme américain
<<http://www.comedonchisciotte.net/modules.php?name=News&file=article&sid=296>>

Galerie des horreurs. La tronche des néo-cons.
<<http://www.homestead.com/neoconservatism/halloffame2.html>>
Galerie des horreurs. Le trobinoscope des collabos irakiens:
<<http://usinfo.state.gov/regional/nea/iraq/voices/>>

Friends : this is a link to photos of the devastation in Iraq. Some you will have already seen, others have recently been added and are updated as the human tragedy continues. please share this link with anyone you know who thinks this war is just. Thanks.
<<http://www.informationclearinghouse.info/article2604.htm>>

Excellent décorticage du dernier du Bushman avant le déclenchement de la guerre: **The Twenty Lies of George W. Bush**
<<http://www.wsws.org/articles/2003/mar2003/bush-m20.shtml>>
20 March 2003, by Patrick Martin

Wolfowitz: «I think it's particularly fitting at a crucial stage in another war to defend freedom that we are here to take stock of an alliance that has been integral to the preservation of peace and the protection of democracy for more than half a century now.» (Devant une commission du Sénat)
Ce type-là ne parle pas l'anglais. Il traduit avec peine du yiddish.

+++++

WARNING ! US GOVERNMENT TOTALITARIANISM. We're Sorry! Due to National Security concerns, we are unable to tell you if your Internet surfing habits, passwords and e-mail content are being monitored by federal agents; please act appropriately.

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >gazettegb@yahoo.fr<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la Gazette du Golfe et des banlieues, faites-le savoir à >gazettegb@yahoo.fr<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >gazettegb@yahoo.fr<

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL.